

OCTOBRE 2025

Revue Suisse

La revue des
Suisses·ses de l'étranger



**La fonte du pergélisol ébranle
l'image de la vie dans les Alpes**

Quelle est mon origine? Quelles sont mes racines?
La généalogie, un jeu de piste riche en émotions

Interdites dans les Grisons jusqu'en 1925,
les voitures ont depuis conquis le canton

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra



La Suisse en poche

SwissInTouch.ch
L'application pour la communauté des Suisses de l'étranger

swissintouch.ch

Disponible exclusivement ici

Les services consulaires

partout, facilement accessibles depuis vos appareils mobiles



Guichet en ligne DFAE
Online-Schalter EDA
Sportello online DFAE
Online desk FDFA

www.dfae.admin.ch

Bucarest (2022)



N'attendez plus, lisez!

La version imprimée de la «Revue Suisse» est en retard, une fois de plus? Téléchargez le magazine sur votre **tablette ou smartphone**. L'application pour ce faire est gratuite et sans publicité. Vous la trouverez en recherchant «Swiss Review» dans votre magasin d'applications.



La Suisse partout avec vous!

Ne manquez rien entre deux numéros de la «Revue Suisse»

Rejoignez-nous dès aujourd'hui et restez connecté·e·s à la Suisse, où que vous soyez



Facebook
La vie des expatrié·e·s aux quatre coins du globe



Instagram
Un regard suisse en images et vidéos



LinkedIn
Infos exclusives & nos délégué·e·s dans le monde



Communauté en ligne
Échangez avec des Suisses·ses du monde entier



Newsletter
Thèmes d'actualité, conseils et offres intéressantes

4 En profondeur

L'effondrement de Blatten ébranle les certitudes sur la vie en montagne

9 Nouvelles

39 % de droits de douane: de quoi Trump punit-il la Suisse?

10 Société

À la recherche de ses aïeux en Suisse: un voyage riche en émotions

Le Conseil fédéral veut interdire aux Suisses d'adopter des enfants étrangers

16 Reportage

Les Grisons ont banni la voiture jusqu'en 1925, avec des conséquences curieuses



Tract des opposants à l'automobile dans les Grisons, 1925

Actualités de votre région**20 Politique**

Un impôt successoral pour les ultra-riches? Le peuple en décidera bientôt

Prix en hausse libre: l'achat des nouveaux avions de combat est un gouffre financier

24 Tourisme

Airbnb chasse les locataires des quartiers: certaines villes ripostent

28 Nouvelles du Palais fédéral

Elisabeth Eidenbenz, symbole de l'action humanitaire dans la Cinquième Suisse

31 SwissCommunity

Débat autour des économies: Swissinfo sous pression

SwissCommunity Days de 2025: un nouveau format d'échanges

1/800'000: Susanne Mueller, des États-Unis, pose une nouvelle pièce du puzzle

Photo de couverture: panneau d'avertissement dans les Alpes suisses. Photo Keystone/iStock, montage Joseph Haas

Secousses

Les bons côtés de l'été indien en Suisse? Il sont nombreux: paresser en forêt sous le soleil d'octobre, jouer à la pétanque avec des amis dans un parc, randonner dans les Préalpes, feuilleter le nouveau programme des théâtres et des salles de concert, récolter les dernières tomates ou rôtir les premières châtaignes. Mais les secousses que la Suisse a vécues cet été se font tout de même encore sentir.

Le 1^{er} août 2025, par exemple, ce ne sont pas les feux d'artifice allumés aux quatre coins du pays qui ont fait le plus de bruit, mais l'annonce du président américain Donald Trump. En effet, ce dernier a fait cadeau à la Suisse, pour sa fête nationale, de droits de douane de 39 %. Un chiffre record en Europe. Depuis lors, la Suisse, qui de son côté ne taxe pas les marchandises américaines, s'interroge sur les raisons de cette mesure à son encontre. Les conséquences sont encore imprévisibles, mais certains pans de l'industrie suisse souffrent déjà. Et plusieurs entreprises ont dû modifier leurs conditions d'emploi.

Beaucoup de Suisses auraient préféré pouvoir profiter du 1^{er} août pour assimiler ensemble une autre secousse majeure, l'effondrement de Blatten, qui, le 28 mai 2025, a rayé de la carte tout un village, mais aussi bouleversé les certitudes. La vie en montagne reste-t-elle possible quand le pergélisol fond et que, dans les cas extrêmes, les montagnes s'effondrent dans les vallées? Que faire si de telles catastrophes se multiplient? Et puis, quand les habitants de Blatten parlent de reconstruire leur village et que les citoyens pensent que cela n'a pas de sens, quel est l'impact sur la cohésion du pays? Ce numéro de la «Revue» se penche sur l'ébranlement des certitudes dans les vallées de montagne et sur les secousses qui agitent les relations entre la Suisse et les États-Unis.

À cela s'ajoute un troisième sujet, susceptible de cimenter ou d'ébranler des certitudes: la généalogie. Les Suisses de l'étranger qui se lancent à la recherche de leurs origines suisses sont de plus en plus nombreux. Et lorsque ces personnes reviennent dans leur patrie d'origine, les bouleversements sont inévitables, car comme le souligne le généalogiste dans notre reportage: «Pour les descendants, il s'agit d'un voyage riche en émotions vers leurs propres racines.»

MARC LETTAU, RÉDACTEUR EN CHEF

Une autre «secousse» nous inquiète: la Confédération a annoncé qu'elle allait réduire ses subventions, y compris celles accordées à l'OSE. Cela devient de plus en plus difficile pour nous d'envoyer gratuitement la «Revue Suisse» sur papier. Les dons de nos lecteurs sont donc plus importants que jamais. Soyez solidaires avec la «Revue» et faites un geste! Plus d'informations en page 33.



Faire un don

La «Revue Suisse», magazine d'information de la Cinquième Suisse, est éditée par l'Organisation des Suisses de l'étranger.

Swiss Community

An aerial photograph of a mountain valley. A large, dark, cross-shaped wooden structure is superimposed over the center of the image. In the background, a wide, light-colored debris flow (mudslide) has descended from a steep, rocky slope, filling a significant portion of the valley floor. The surrounding slopes are covered in dense green forests. Small villages with dark-roofed houses are visible on the lower slopes. The overall scene depicts the aftermath of a major geological event in a mountainous region.

Quand le sol dégèle, les montagnes chancellent

L'éboulement dévastateur de Blatten (VS) a secoué la Suisse. Et fait émerger une question: la vie dans les vallées alpines exposées est-elle encore sûre? Selon les chercheurs, le réchauffement climatique contribue à l'augmentation du risque d'effondrements et de coulées de boue.

Vue sur le village enseveli de Blatten. Le cône de glace et d'éboulis mesure deux kilomètres de long et jusqu'à 100 mètres de hauteur. La coulée a glissé dans la vallée depuis la gauche, pour remonter jusqu'au hameau de Weissenried sur la droite.

Photo Keystone

THEODORA PETER

Le village de Blatten n'existe plus. Le 26 mai 2025, quelque dix millions de mètres cubes d'éboulis et de glace ont enseveli la commune valaisanne du Lötschental. Les habitants avaient été évacués vers les villages voisins deux semaines auparavant. Depuis leur position, ils ont pu assister, sidérés, au spectacle du glacier du Birch qui s'est effondré à 15 h 30 dans un grand fracas, avant de se précipiter dans la vallée et d'enterrer le village.

Cette catastrophe a été le résultat d'une réaction en chaîne fatale: dans les jours et les semaines qui ont précédé, de grandes masses rocheuses se sont détachées du Petit Nesthorn et sont tombées sur le glacier situé en contrebas. Sous l'énorme pression de la masse d'éboulis, celui-ci a fini par céder. D'après les chercheurs de l'EPFZ, qui observaient le glacier et le Petit Nesthorn depuis les années 1990, il est probable que le changement climatique ait favorisé le dégel du sous-sol et l'augmentation des éboulements. Ils tracent des parallèles avec l'événement qui s'est produit à Bondo, dans les Grisons, en août 2017, quand près de trois millions de mètres cubes de roche du Piz Cengalo se sont effondrés sur un petit glacier, l'entraînant partiellement dans leur chute et déclenchant une coulée de boue. Huit touristes qui effectuaient une randonnée dans la région étaient décédés. La population de Bondo s'en est tirée avec une belle frayeur, mais la coulée a sévèrement endommagé des maisons et des routes. Pour sécuriser le village contre de futurs dangers, les autorités ont investi plus de 50 millions de francs dans des ouvrages de protection, notamment une digue contre les crues.

Des plans pour une reconstruction rapide

À Blatten, les 300 habitants ont perdu tous leurs biens. Un homme qui, au moment de l'effondrement, s'occupait

Le pergélisol, qui maintient les montagnes en place comme du ciment, fond de plus en plus vite.

Conséquence: la pierre se met en mouvement, l'eau de fonte pénètre en profondeur et favorise l'érosion

de ses moutons, a été retrouvé mort plus tard. Le jour même de la catastrophe, le président de la commune, Matthias Bellwald, appelait à reconstruire le village et prononçait une phrase qui a souvent été citée depuis: «Nous avons perdu notre village, mais pas notre cœur.» À peine deux semaines plus tard, le conseil communal présentait un plan de retour dans les cinq ans. Il était important d'offrir une perspective «et de montrer que la reconstruction était possible», confiait Matthias Bellwald à la «Revue Suisse» en juillet à Wiler.

C'est de cette localité voisine qu'il préside aux destins de la communauté villageoise. 80 % des habitants de Blatten sont restés dans le Lötschental, où ils ont trouvé refuge dans les communes voisines. L'exode redouté de la vallée n'a pas eu lieu. Cela est aussi dû au fait que les enfants de Blatten vont depuis toujours à l'école à Wiler et à Kippel. «Pour eux, il est très important de pouvoir rester dans leur environnement habituel», relève Matthias Bellwald. Pour les adultes, après la phase du choc et des larmes, il s'agit de retrouver une vie normale. «Ce n'est pas toujours simple», raconte le président de la commune. Même si les

exilés ont été accueillis à bras ouverts, «leur chez-eux leur manque». Beaucoup d'entre eux veulent absolument retourner dans «leur Blatten». «Nous travaillons de toutes nos forces pour que cela se réalise». D'abord, l'accès aux hameaux qui n'ont pas été détruits, au-dessus du village, sera débloqué, puis le cœur du village enseveli sera dégagé dès 2026. Le nouveau Blatten verra le jour à partir de 2029: tel est le plan.

Les assureurs privés ont promis près de 300 millions de francs pour la reconstruction des maisons. À cela s'ajoutent les investissements des pouvoirs publics dans les routes et les installations d'eau et d'électricité. La



Le président de la commune de Blatten, Matthias Bellwald, ne veut pas abandonner son village: «C'est notre patrie et notre terre.» Photo Keystone

Confédération et le canton du Valais ont garanti leur soutien. Solidaires, de nombreuses communes suisses et des particuliers ont également donné de l'argent pour la reconstruction.

À côté de ce large soutien, des voix critiques se demandent si la nature rend certaines zones inhabitables. Pour le président de la commune, il est inimaginable d'abandonner Blatten: «C'est notre patrie et notre terre.» Le village appartient aux gens qui l'ont perdu, dit-il, «et nous avons le droit de revenir chez nous». Il souligne qu'un «événement aussi rare» que celui de Blatten peut se produire partout. Si la carte des dangers s'appuyait là-dessus, «il faudrait déplacer toute la Suisse».

«La patrie est un sujet délicat lorsqu'on la remet en question depuis l'extérieur»

Historien, ethnologue et spécialiste des montagnes, Jon Mathieu nous parle des conséquences sociétales des catastrophes naturelles et de l'identité de la Suisse en tant que pays alpin.

INTERVIEW: THEODORA PETER

L'éboulement de Blatten a soudé les habitants du Lötschental. Est-ce que cela vaut aussi pour La Suisse?

Jon Mathieu: «Soudée» est sans doute un terme trop fort pour la Suisse. Mais cet effondrement a clairement déclenché une vague de solidarité nationale. Les dons effectués par de nombreuses petites communes ont été particulièrement émouvants. Elles n'étaient pas forcées d'aider les habitants du Lötschental, mais elles l'ont quand même fait. La présidente du Conseil national s'est emparée de ce sentiment et a inauguré la session d'été par un bref discours sur la catastrophe, intitulé «Gemeinsam für Blatten – ein Land steht zusammen» (Ensemble pour Blatten – un pays se serre les coudes).

Pourquoi les catastrophes naturelles renforcent-elles la cohésion?

L'empathie et le sentiment d'appartenir à une communauté se développent durant les périodes de crise. Cela ne signifie pas que tout le monde ne fait plus qu'un, car on peut recommencer à se battre pour une place au soleil dès le lendemain. Mais dans les premiers moments, les gens sont touchés et veulent se rendre utiles. Ce phénomène remonte à plusieurs

L'éboulement de Goldau, en 1806, a favorisé l'esprit de solidarité nationale. C'est après cette catastrophe que s'est déroulée la première récolte de dons à l'échelle suisse.

Photo Keystone



Jon Mathieu (né en 1952) est professeur émérite d'histoire à l'université de Lucerne. En 2000, il a dirigé la fondation du «Laboratoria di storia delle Alpi» à l'Université de la Suisse italienne. Photo MAD

siècles. À l'époque confessionnelle, on distribuait ses dons d'entraide surtout à ses coreligionnaires, sous la forme d'argent et de produits matériels, puis, au moment de la formation de la nation, à ses concitoyens. Le point de départ de cette phase a été l'éboulement de Goldau en 1806. Le nouveau «Landammann de la Suisse» a alors appelé à la solidarité, et les citoyens ont commencé à comprendre que quelque chose avait changé depuis l'époque de l'ancienne Confédération.

Dans quelle mesure l'image de la Suisse alpine fait-elle partie de l'identité du pays? Cette image a-t-elle évolué au fil du temps?

Les premiers signes d'une identité alpine de la Confédération sont apparus au XVI^e siècle, quand certains chroniqueurs se sont mis à parler d'un «peuple alpin», aussi pour prendre leurs distances avec le Saint-Empire romain germanique.

Cette identité n'a toutefois pris de l'importance qu'à la fin du XIX^e siècle, notamment en 1882, lors de l'inauguration de la ligne du Gothard, qui faisait la fierté du nouvel État fédéral réuni et signalait à tout le monde (occidental) qu'il y avait des montagnes en Suisse. L'identité alpine du pays a ensuite été ardemment célébrée lors des expositions nationales de 1914 à Berne et de 1939 à Zurich. Par hasard, ces deux expositions ont ouvert leurs portes juste avant les guerres mondiales, qui ont plongé le pays dans une situation complexe. Depuis les années 1960, cette identification avec les Alpes est en recul dans la politique intérieure, mais sur le plan international, la Suisse reste considérée comme un pays alpin.

Peut-on se poser la question du rapport entre le coût et l'utilité des mesures de protection contre les dangers naturels, voire envisager d'abandonner des vallées de montagne habitées?

On peut tout faire, mais cela risque de heurter les habitants de ces vallées. Ils vous rétorqueront qu'on n'a pas envisagé d'abandonner Bâle après le tremblement de terre, ni d'évacuer Zurich ou Berne lors des inondations. La patrie est un sujet délicat lorsqu'on la remet en question depuis l'extérieur sans y avoir été invité. En outre, de nombreuses théories régionales sur le rapport coût-utilité sont élaborées avec pas mal d'amateurisme et reposent sur des préjugés. À ce jour, aucune analyse scientifique de cette question complexe n'a été effectuée sur la durée.

www.labisalp.usi.ch

Avenir incertain à Brienz

Le scénario d'un déplacement pourrait toucher un autre village suisse de montagne: à Brienz, dans les Grisons, la paroi rocheuse au-dessus du village est en mouvement depuis un certain temps («Revue» 5/2023). En novembre 2024, les 90 habitants ont dû quitter leurs maisons pour une période indéterminée. L'accès au village, menacé par une coulée de pierre, a été fermé.

Après de fortes précipitations, les éboulements ont repris de l'ampleur cet été; à la clôture de la rédaction, à la mi-août, la situation s'était un peu détendue. Les autorités martèlent que le village ne doit pas être abandonné. La construction d'une galerie de drainage, estimée à 40 millions de francs, est censée réduire la vitesse des glissements de terrain. Néanmoins, à Brienz, on se prépare à un possible déménagement.

Le flanc instable du Spitzer Stein

Dans l'Oberland bernois aussi, on scrute avec préoccupation les montagnes qui s'effritent, par exemple à Guttannen, qui a connu déjà plusieurs coulées torrentielles («Revue» 4/2022). Ou à Kandersteg, où le flanc instable du Spitzer Stein est surveillé depuis des années avec des instruments de mesure et des caméras. En raison de la fonte du pergélisol, plusieurs millions de mètres cubes de roche menacent de se détacher et de provoquer une coulée. Pour protéger Kandersteg contre ces dangers naturels, on construit actuellement des digues de protection pour la somme de 11 millions de francs.

Les chercheurs mettent en garde: la stabilité des parois rocheuses pourrait continuer de décroître dans toutes les Alpes suisses. Des mesures réalisées par le Réseau d'observation du pergélisol PERMOS en plus de 20 endroits montrent que les températures ont nettement augmenté dans le sous-sol gelé ces dernières années. Au-dessus de 2500 mètres d'altitude, le pergélisol maintient les montagnes



en place comme du ciment. Mais la hausse des températures met la pierre en mouvement, fait pénétrer l'eau de fonte en profondeur et aggrave l'érosion.

Autre risque accru: les fortes pluies

Le changement climatique engendre encore d'autres dangers naturels. Outre la sécheresse grandissante, la fréquence des pluies violentes augmente: l'air plus chaud peut absorber plus d'eau. Dans les vallées de montagne, la topographie fait que les grandes quantités de pluie qui tombent en peu de temps ont des conséquences fatales. En été 2024 au Tessin, des crues ont détruit des maisons, des routes et des ponts dans le haut du val Maggia. Huit personnes ont perdu la vie. Par la suite, les autorités ont étendu les zones à risques et plusieurs maisons, situées à proximité des cours d'eau, ont été déclarées inhabitables.

D'autres cantons réexaminent également leurs cartes des dangers et

En haut: à Bondo (GR) les autorités ont investi 50 millions de francs dans des ouvrages de protection, dont une digue et un bassin de rétention. En 2017, un éboulement avait dévasté le village.

À droite: durant l'été 2024, de fortes précipitations dans le sud de la Suisse ont provoqué d'importantes destructions. Ici, un morceau de l'A13 emporté par les eaux près de Lostallo, dans le val Mesolcina.

En bas: dans le village grison de Brienz, la roche continue de s'effriter. On ignore si les personnes évacuées pourront réintégrer leurs maisons. Photos Keystone



investissent beaucoup d'argent dans des digues contre les crues et des filets de protection contre les avalanches de pierre. Dans l'ensemble, la Suisse dépense chaque année près d'un milliard de francs dans la protection contre les dangers naturels. Les systèmes d'alerte précoce, qui permettent d'évacuer les localités à temps et sauvent ainsi des vies, en font également partie.

Pour Sonia Seneviratne, climatologue à l'EPF et membre du comité du GIEC, ces mesures de protection sont importantes. Toutefois, dans un entretien accordé au portail d'actualité «Watson», elle nuance: «Face aux menaces climatiques à long terme, ces dispositifs restent des solutions de fortune». La véritable question est ailleurs, dit-elle: «Faut-il vraiment continuer à construire et habiter dans des zones de plus en plus menacées?»



Dans les Alpes, relève la chercheuse, le réchauffement climatique continuera d'accroître les risques d'éboulements, de glissements de terrain et de chutes de pierres. Il faut impérativement en tenir compte dans le développement de ces régions, souligne la scientifique. «Tant que les émissions de CO₂ ne baisseront pas drastiquement et que le réchauffement ne sera pas stabilisé, des drames resteront inévitables.»

Angela Koller



Âgée de 42 ans, juriste, Centriste, elle siège au gouvernement d'Appenzell Rhodes-Intérieures depuis avril. Rien de spectaculaire de prime abord. Mais pour ce petit canton de Suisse orientale, l'élection d'Angela Koller est historique: pour la première fois, la Landsgemeinde – l'assemblée des citoyens ayant le droit de vote – a élu une femme au poste de Landammann, à la tête du gouvernement. Angela Koller est la première présidente du gouvernement du canton qui a été le dernier à introduire le suffrage féminin en Suisse. Et ce, sous la contrainte du Tribunal fédéral en 1990. 35 ans plus tard, la nouvelle élue dit que lorsqu'elle siégeait au parlement cantonal, beaucoup de femmes lui ont dit souhaiter «être mieux représentées». Cela l'a encouragée à se porter candidate. Forte de son bilan, elle s'est imposée contre trois concurrents à la majorité des mains levées. Angela Koller a dirigé la commission parlementaire chargée de la révision de la constitution cantonale et était à la tête de l'association appenzelloise des salariés. En Appenzell Rhodes-Intérieures, les associations comptent souvent plus que les partis. Angela Koller a été plongée tôt dans la politique: dans l'auberge de ses parents, à Gonten, elle entendait les clients débattre à table. Depuis toujours, elle aime lire et donne aujourd'hui des conseils de lecture sur Instagram. Au gouvernement, elle dirigera le département de l'éducation. Dans deux ans, par tournus, elle prendra les rênes de l'exécutif: en Appenzell Rhodes-Intérieures, deux Landammann gouvernent à tour de rôle. Pendant longtemps, les Appenzelloises ne pouvaient pas voter, mais elles comptaient sur le plan économique: leurs broderies à la main rapportaient gros. Aujourd'hui, elles comptent aussi en politique.

SUSANNE WENGER

Un pavé de 1800 pages: le Conseil fédéral présente le paquet d'accords avec l'Union européenne

Dans les grandes lignes, le paquet d'accords qui constituera la nouvelle base des relations entre la Suisse et l'UE était connu depuis plusieurs mois. Le 13 juin 2025, le gouvernement suisse a approuvé les textes des accords et les a publiés, avec les lois et les explications s'y rapportant, donnant ainsi le coup d'envoi officiel au débat public. Ce paquet, qui comprend plus de 1800 pages, contient deux parties: les accords actuels renouvelés, dont celui relatif à la libre circulation des personnes («stabilisation»), et les nouveaux accords relatifs aux aliments, à l'électricité et à la santé («développement»). Ces accords permettent une poursuite de la voie bilatérale, qui garantit à la Suisse l'accès au marché intérieur européen. Dans le domaine de l'immigration, la Suisse a réussi à négocier une clause de sauvegarde. Mais des concessions ont aussi été exigées d'elle, notamment la reprise dynamique du droit européen au sein des accords. Ce point est particulièrement controversé en Suisse. La consultation des partis politiques, des associations et d'autres parties intéressées aura lieu jusqu'à la fin d'octobre.

(RED)

Lien vers le paquet d'accords: www.revue.link/cheu

Vivre en France, mais aller à l'école en Suisse: cette particularité genevoise prend fin

En juin, le gouvernement genevois a annoncé que près de 2500 enfants de frontaliers allant à l'école en Suisse devront à l'avenir suivre leur scolarité en France. Le canton de Genève appliquera donc lui aussi le principe du domicile en matière de scolarité, qui prescrit que le pays de résidence est responsable de l'éducation des enfants. Ainsi prend fin une exception suisse, car dans les autres cantons frontaliers, les parents qui vivaient à l'étranger et envoyaient leur enfant dans une école suisse payaient déjà l'intégralité du prix de la scolarité. À Genève, ce changement fait du bruit: les communes françaises voisines protestent contre cette mesure, estimant que celle-ci a été prise sans concertation.

(SH)

Plus d'informations à ce sujet dans la «Revue» en ligne: www.revue.link/ecole

«20 minutes», le quotidien au plus fort tirage de Suisse, met fin à son édition imprimée

Le «20 minutes», qui est le quotidien au plus fort tirage de Suisse, avec 330'000 exemplaires en allemand et 130'000 en français, mettra fin à son édition imprimée à la fin de l'année pour se concentrer exclusivement sur sa version en ligne. Cette décision illustre les difficultés et la mutation rapide auxquelles font face les médias imprimés suisses. Au cours des dix dernières années, le tirage des principaux quotidiens du pays a chuté de 2,51 millions à 1,34 million d'exemplaires.

(MUL)

Au-delà du choc douanier

Dans un premier temps, la Suisse semblait faire partie d'un premier groupe de pays susceptible de conclure un accord douanier avec les États-Unis. Le choc est arrivé le 1er août, quand le président Trump a annoncé que les importations venant de Suisse seraient taxées à 39 %.

CHRISTOF FORSTER

C'est une secousse qui a ébranlé la Suisse jusqu'à la moelle. Le jour de sa fête nationale, le président des États-Unis, Donald Trump, a frappé notre pays d'un exorbitant tarif douanier de 39 %. Peu de pays dans le monde font face à des droits de douane plus punitifs. Les secteurs qui souffriront le plus de ces taxes à l'importation sont le génie mécanique, l'horlogerie et les produits de luxe (dont les capsules Nespresso). L'industrie pharmacologique en est exemptée.



La présidente de la Confédération, Karin Keller-Sutter, lors de la fête du 1er août sur la prairie historique du Grütli: toutes les questions tournaient autour du choc douanier, et aucune autour de la fête nationale.

Photo Keystone

Dans le sens inverse, la Suisse a supprimé tous les droits de douane industriels début 2024. Plus de 99 % des marchandises américaines peuvent entrer en Suisse sans payer de droits de douane.

Le Conseil fédéral a été consterné par l'annonce de Trump. Le président du PLR a parlé de «catastrophe». Le PS, quant à lui, a blâmé la «stratégie de complaisance» du Conseil fédéral vis-à-vis des États-Unis, la qualifiant d'échec «colossal». L'organisation faîtière Economiesuisse s'est dite stupéfiée par ces tarifs douaniers, «injustifiés et incompréhensibles» à ses yeux.

De la manière de s'adresser à Trump

Longtemps, le Conseil fédéral et l'économie s'étaient crus à l'abri. Certes, en avril, Trump avait frappé la Suisse d'un tarif douanier de 31 %. Mais peu après, la présidente de la Confédération, Karin Keller-Sutter, avait joint le président américain. Et elle avait visiblement réussi à lui expliquer

l'impact de sa politique douanière: c'est du moins ce qu'écrivait le «Washington Post» après l'entretien téléphonique. Ce jugement s'est toutefois avéré erroné, même s'il était partagé par la présidente suisse. Trump lui avait posé beaucoup de questions, avait-elle rapporté: «J'ai manifestement trouvé comment m'adresser à lui».

Par la suite, des délégations de hauts responsables des deux pays avaient convenu d'un deal douanier. Il ne manquait que le paraphe de Trump. Mais celui-ci s'est fait attendre, et Berne a commencé à douter. Peu avant l'échéance de l'ultimatum, Karin Keller-Sutter a redemandé à s'entretenir avec le président américain. Comment ce coup de fil s'est-il déroulé exactement? Plusieurs versions circulent; quoi qu'il en soit, il n'a pas apporté le résultat souhaité. Au contraire: au lieu des 31 % annoncés initialement, les entreprises suisses seront désormais punies d'une taxe de 39 %. Une fois de plus, ceux qui croyaient à une relation spéciale entre les deux «républiques sœurs» se sentent floués. L'image qui s'esquisse est plutôt celle d'une sœur aînée qui dicte les règles du jeu à sa cadette.

Un coup douloureux

Ce choc douanier a plongé la Suisse dans une nouvelle fébrilité, les responsables politiques et les représentants de l'économie cherchant désespérément un moyen de renverser le verdict. Tout cela avait aussi un côté humiliant: tandis que Trump dénigrant la présidente de la Confédération à la télévision, celle-ci était assise dans un avion à destination de Washington. Mais les pourparlers n'ont débouché sur rien. L'économie suisse devra vivre, du moins pour l'instant, avec des droits de douane de 39 %.

Ces taxes touchent la Suisse à un endroit sensible, car les exportations représentent l'artère vitale de son économie. Elles ont contribué à sa prospérité. Longtemps, à l'époque du libre-échange mondial, la Suisse avait pu profiter de son statut de petit État n'appartenant pas à l'UE. Mais l'avenir s'avère de plus en plus incertain. Le monde qui se dessine actuellement, partagé entre de grands blocs puissants, pourrait pousser la Suisse à se rapprocher de l'UE. En acceptant le nouveau paquet d'accords avec l'Europe, elle ferait un premier pas dans ce sens.

Sujet connexe: l'achat de l'avion de combat américain F-35, un fiasco suisse, page 23

Jeu de piste riche en émotions en Suisse

Les Américains Tracey Jones et Pete Thalmann ont retrouvé leurs racines familiales en Suisse, avec l'aide de professionnels. Leurs découvertes les ont profondément émus, ce qui illustre l'importance que la généalogie peut avoir pour les personnes qui vivent loin du pays de leurs aïeux.

DÖLF BARBEN

Tracey Jones (56 ans) vit non loin de Philadelphie et travaille dans une école. L'an dernier, elle a effectué un voyage en Suisse avec son mari. À Saint-Gall, elle a retrouvé l'une des maisons où sa grand-mère avait vécu lorsqu'elle était enfant. L'Américaine raconte à la «Revue» les vives émotions que cela a suscitées en elle.

Pete Thalmann (80 ans) vit à Holliston, près de Boston. Cet ancien ingénieur électricien passe l'été sur la presqu'île de Cap Cod. Cet automne, il a l'intention de se rendre en Suisse, notamment dans le petit village d'Eggetsbühl, près de Wängi (TG). Ses arrière-grands-parents y ont vécu.

Tracey Jones et Pete Thalmann ont un intérêt commun: depuis leur jeunesse, ils s'intéressent tous deux à l'histoire, en particulier à celle de leurs familles. Tous deux ont voulu savoir d'où venaient les personnes sans qui ils n'existeraient pas. Tous deux ont fait des recherches, suivi des pistes et franchi des obstacles. Et tous deux connaissent Kurt Münger.

Kurt Münger (74 ans) est le président de la Société suisse d'études généalogiques (SSEG). La SSEG reçoit de plus en plus de demandes de personnes vivant à l'étranger, qui s'intéressent à leurs ancêtres suisses: «Nous essayons de les aider de notre mieux. De manière bénévole.»

Kurt Münger est né dans l'est de la Suisse et vit à Gossau. Mais sa famille est originaire du canton de Berne. Autour de 1900, de nombreux paysans bernois se sont installés en Thurgovie pour s'y construire une nouvelle vie. L'émigration joue donc un rôle important dans l'histoire familiale de Kurt Münger aussi. Mais à une plus petite échelle.

Il se considère comme quelqu'un de curieux. Il aime être étonné, mais également comprendre. Chimiste de profession, il a effectué un doctorat sur des molécules particulières. Les personnes qui larguent les amarres pour s'établir loin de chez elles et créer de nouveaux liens lui «rappellent l'activité des molécules», dit-il.

Curiosité et persévérance

La curiosité est le moteur de tous les généalogistes. Kurt Münger parle d'une curiosité saine, qu'il distingue du sensationnalisme: une curiosité qui vous entraîne toujours plus loin, précise-t-il, si vous êtes assez persévérant. «Ce type de recherches n'est pas toujours facile.»

Tracey Jones a commencé par effectuer des recherches sur Internet et sur des sites web d'archives, jusqu'à ce qu'elle tombe sur Kurt Münger. Qui lui a transmis le nom d'une généalogiste locale, auprès de laquelle elle a obtenu des conseils décisifs. Finalement, elle a décidé de faire le voyage en Suisse.

Tracey Jones note que sa grand-mère ne lui a jamais raconté grand-chose sur son enfance et son adolescence, même si celle-ci était très fière de ses origines. «Voir où elle avait grandi et dans quelles maisons elle avait vécu m'a profondément émue.» Et quand elle a ramené des photos des lieux à son père, qui n'est jamais allé en Suisse, celui-ci a éprouvé une joie incommensurable. «Cette expérience n'a pas de prix pour moi.»

Pete Thalmann utilise lui aussi l'expression «ne pas avoir de prix». Un cadeau du passé qui n'a pas de prix pour lui est l'article qu'avait rédigé son grand-père pour un journal de

Baltimore. Après son apprentissage de tailleur pour dames, John J. Thalmann avait décidé de découvrir le monde. À Paris, il rencontra l'amour de sa vie, Mathilde Bos. Ensemble, ils partirent pour Baltimore. Mais ils furent durement frappés par le sort: six de leurs enfants décédèrent. «À l'époque, cette ville était un enfer», relate Pete Thalmann. De crainte de perdre tous leurs enfants, ses grands-parents revinrent s'installer un temps à Saint-Gall; son père avait alors deux ans.

Pete Thalmann aurait bien aimé découvrir où son père était allé à l'école. «Mais mes recherches n'ont rien donné.» Il s'intéresse d'autant plus au caractère de ses ascendants. «Mon grand-père et mon père avaient des âmes douces, tout en n'hésitant pas à prendre des risques», dit-il. «Et je suis comme eux.» Fonceur, Pete Thalmann a monté sa propre affaire. «Et, comme eux, j'ai vécu moi aussi de terribles drames.» Il a perdu une de ses filles, et son épouse.

Il est facile de se tromper

Aujourd'hui, il est plus simple qu'autrefois de se livrer à des recherches généalogiques. Même les anciens registres paroissiaux ont été numérisés et peuvent être consultés sur n'importe quel ordinateur. Il existe en outre des entreprises qui se chargent volontiers de ce travail contre une somme abordable.

Il faut toutefois faire preuve de prudence avec ce type d'offres, avertit Kurt Münger. Lorsqu'on fait des recherches à la va-vite, il est facile de se tromper. Que faire, par exemple, lorsque deux hommes qui portent le même nom pourraient tous deux être



Généalogie! Le dessin exclusif de Max Spring pour la «Revue Suisse»



Le généalogiste Kurt Mürger reçoit de plus en plus de demandes de personnes vivant à l'étranger, qui s'intéressent à leurs ancêtres suisses.

Photo MAD



La généalogiste Therese Metzger constate que les personnes qui vivent dans un pays à l'histoire relativement courte et marquée par l'immigration ont souvent un intérêt prononcé pour leur histoire familiale.

Photo MAD

votre aïeul? Si vous n'optez pas pour le bon, des branches entières de votre arbre généalogique seront faussées. En cas de doute, il faut trouver des preuves. Ce qui nécessite une bonne dose de patience. Ou l'aide de professionnels, comme Therese Metzger.

Âgée de 79 ans, celle-ci vit à Münsingen, près de Berne. Elle est généalogiste professionnelle et traite plus de 30 demandes par année. Plus des deux tiers d'entre elles proviennent de l'étranger. Pour un millier de francs, la généalogiste peut dresser des listes de personnes qui remontent à plus de 200 ans.

Une grande partie de ses clients viennent des États-Unis, dit-elle. «D'aucuns veulent juste savoir où leurs ancêtres ont vécu: cela leur suffit pour être heureux.» Certaines personnes font ensuite le voyage pour visiter le lieu concerné. «Lorsqu'elles se retrouvent dans l'église où elles apprennent que l'un de leurs aïeuls a été baptisé, elles sont bouleversées.»

D'autres personnes s'intéressent aux détails, relate Therese Metzger. Un de ses clients voulait des renseignements sur un potentiel aïeul du XIII^e siècle. «Là, j'ai dû capituler.» La plongée dans un passé aussi lointain n'est possible qu'à de très rares exceptions.

L'affaire est ardue aussi lorsqu'on ne connaît qu'un nom qui était très répandu jadis. «Par où débiter ses recherches lorsqu'on est face à un Jakob Meier?», demande-t-elle. Un autre problème sont les pasteurs qui écrivaient à la va-comme-je-te-pousse, et dont les inscriptions dans les registres paroissiaux sont presque impossibles à déchiffrer. «Je les aurais volontiers envoyés faire des heures de rattrapage au purgatoire», confie Therese Metzger en riant.

L'émigration stimule la recherche généalogique

Therese Metzger s'est parfois demandé d'où venait l'intérêt des personnes vivant par exemple aux États-Unis pour la généalogie. Elle a trouvé une réponse dans leur histoire relativement courte et l'importance majeure, dans leur destinée, de l'émigration. «Je m'imagine que c'est comme pour les enfants adoptés: eux aussi veulent savoir d'où ils viennent.»

Kurt Mürger est du même avis. Se rendre dans le pays d'origine de ses ancêtres va bien au-delà d'une excursion touristique, dit-il. «Pour les des-

Pete Thalmann écrit un poème dans le parc national de Yellowstone: il prévoit de se rendre à Eggetsbühl, près de Wängi (TG), où vivaient ses arrière-grands-parents. Photo MAD



Conseils pour se lancer à la recherche de ses origines

Commencer par les vivants, car les morts ne vous échapperont pas:

telle est l'une des règles de base pour quiconque se met à la recherche de ses aïeux. Il faut interroger les membres de votre parentèle qui peuvent vous donner des renseignements oraux avant de rechercher d'autres sources.

Ne pas réinventer la roue: souvent, d'autres personnes de votre famille ont déjà effectué des recherches et dressé des arbres généalogiques. Il vaut la peine de s'appuyer sur ces travaux.

Contactez des généalogistes en Suisse: la Société suisse d'études généalogiques (SSEG) peut vous donner des conseils directs ou transmettre vos questions à des sociétés de généalogie locales. www.sgffweb.ch/fr

cendants, il s'agit d'un voyage riche en émotions vers leurs propres racines». Un voyage qu'ils considèrent souvent comme le but d'une vie ou une expérience unique.

Tracey Jones et Pete Thalmann le confirment. Pour la première, il est essentiel de consigner ce qu'elle a découvert sur ses racines suisses et de le transmettre à ses deux filles, dit-elle. «À présent, je sais exactement d'où je viens, et j'en suis très fière.»

Après son voyage en Suisse, Pete Thalmann a l'intention de compléter l'histoire familiale qu'il a écrite. Cette chronique, qui a déjà un volume considérable, s'adresse aux prochaines générations. «J'ai six enfants et onze petits-enfants.» Lorsqu'il a lu pour la première fois l'article de journal rédigé par son grand-père, il a compris une chose: «Une voix du passé n'a pas de prix.»

Maurice Bavaud: ce Suisse qui avait tenté de tuer Hitler

En mai, une plaque commémorative a été placée à Neuchâtel par une association pour rappeler le parcours du jeune catholique Maurice Bavaud, guillotiné en Allemagne en 1941 pour avoir prémédité l'assassinat d'Hitler. La Suisse n'avait pas essayé de sauver son ressortissant.

STÉPHANE HERZOG

Que faire face à une dictature? Une plaque commémorative posée à Neuchâtel en mai, en souvenir de Maurice Bavaud, auteur à 22 ans d'une tentative d'assassinat de Hitler, soulève cette interrogation. «On pourrait souhaiter qu'il y ait plus de gens comme lui dans le monde pour tuer ces monstres», a déclaré lors de la cérémonie l'ancien médecin Jean-François Burkhalter, 81 ans, à l'origine de cet hommage. Issu d'une famille catholique modeste, Maurice Bavaud avait décidé d'agir. «Le Führer représent[ait] à ses yeux une menace pour l'indépendance de la Suisse, l'humanité et la catholicisme», peut-on lire dans les actes de son procès, en 1939, auquel nul diplomate suisse n'avait assisté.

En 1938, de retour d'un séminaire en Bretagne qui l'avait préparé à devenir missionnaire, le jeune homme avait pris le train pour l'Allemagne. Les dirigeants favorisaient alors les échanges avec la Suisse et n'entraient guère les visites de Suisses dans le Reich, comme le rappelle l'historien Marc Perrenoud. Maurice Bavaud réussit à approcher Hitler le 9 novembre à Munich lors d'un défilé. Il est empêché de tirer par des bras levés pour saluer le dictateur. Voyageant sans ticket, il se fait arrêter. De son côté, l'ambassade suisse à Berlin, dirigée par un certain Hans Frölicher «ne souhaite pas user le goodwill de l'Allemagne auprès de la Suisse pour ce personnage», commente l'historien neuchâtelois. Sollicité par les autorités allemandes, le Ministère public diligente une enquête sur le jeune homme, envoyant aux autorités nazies un message où il est décrit comme homosexuel.

Le père de Maurice propose que des Allemands emprisonnés en Suisse soient échangés pour que son fils échappe à la mort. L'administration suisse ne donnera aucune suite à cette proposition. Durant le procès, l'avocat commis d'office souligne que le jeune Bavaud n'a pas tiré un seul coup de feu. En vain. Sa famille recevra une dernière lettre de sa prison de Plötzensee. «Je vous embrasse bien serrés car c'est la dernière fois». Maurice est guillotiné le 14 mai 1941. Il n'y a pas de sépulture. Dans les années 1950, les Bavaud recevront 40'000 francs d'indemnités de la part de la République fédérale allemande pour solde de tout compte. En 1979, l'écrivain allemand Rolf Hochhuth fait de Bavaud un nouveau Guillaume Tell. En 1980, le journaliste Nicolas Meienberg publie à son tour un ouvrage à sa mémoire.

La Suisse aurait-elle pu sauver Bavaud? Marc Perrenoud cite le cas d'un autre Neuchâtelois, le pasteur Ro-



Maurice Bavaud.
Photo Handout Filmkollektiv
Zürich

land de Pury, arrêté en 1943 dans un temple à Lyon. Proche de la résistance française, l'homme sera sauvé après un échange avec des espions allemands. De Pury et sa famille disposaient de relations et de contacts qui manquaient à la famille Bavaud. En 1989 et en 2008, les conseillers fédéraux René Felber puis Pascal Couchepin ont reconnu que la diplomatie suisse n'avait pas été assez active pour sauver Bavaud. La plaque commémorative consacrée à ce catholique comporte un portrait de lui en bas-relief. Elle a été apposée sur une maison située entre sa demeure natale et celle qu'il a quittée en partant en Allemagne. Une stèle à sa mémoire s'élève au bord du lac de Neuchâtel et une autre plaque (posée en 1998) sur la maison où il est né. «Mais là, on voit son visage», souligne l'ancien médecin. Son projet? Faire élever un monument à sa mémoire devant Plötzensee.

Le «trafic de bébés» jette une ombre sur de nombreuses adoptions

Le Conseil fédéral veut interdire aux parents suisses d'adopter des enfants à l'étranger. Il affirme que c'est le seul moyen d'empêcher des pratiques illégales. L'idée provoque un vif débat.

EVELINE RUTZ

L'opportunité d'une vie meilleure: c'est ainsi que l'adoption était considérée en Suisse depuis les années 1950. Elle était vue comme un acte humanitaire. D'autant plus quand l'enfant venait d'un pays pauvre et d'un contexte apparemment précaire. «Il est intéressant de constater à quel point cette perception très positive de l'adoption a perduré», relève Andrea Abraham, professeure à la Haute école spécialisée de Berne (BFH). Les rapports faisant état de circonstances douteuses autour de certaines adoptions, dit-elle, n'impactaient guère le discours officiel. Contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres pays, même la science ne s'est emparée du sujet qu'il y a quelques années en Suisse: «S'agissant d'un acte aussi crucial pour les enfants concernés, c'est tout de même étonnant.»

«La douleur restera»

C'est surtout grâce à Sarah Ineichen qu'on porte aujourd'hui un regard critique sur les adoptions internationales. Arrivée bébé du Sri Lanka à Nidwald en 1981, elle s'est intéressée à ses origines à l'âge adulte, et a relevé des incohérences dans les informations qu'elle détenait. Sur son lieu de naissance, à la place de sa mère biologique, elle s'est retrouvée face à une femme qui n'avait fait que prêter son nom pour les papiers requis. «Je ne sais toujours pas qui est ma mère naturelle», raconte Sarah Ineichen, aujourd'hui âgée de 44 ans. Elle ne sait ni pourquoi elle a été abandonnée, ni si cet acte était volontaire. «Cette douleur m'accompagnera jusqu'à ma mort.»

En 2017, Sarah Ineichen a été l'une des premières à dénoncer publiquement des adoptions irrégulières. Avec d'autres personnes concernées, elle a

fondé l'association «Back to the Roots». Des nouveau-nés ont été arrachés à leurs mères et déracinés, dit-elle. À l'hôpital, des femmes se seraient même vu attribuer un enfant mort-né pour que le nourrisson en bonne santé puisse être confié à des adoptants: «On recherchait des enfants pour des parents, et pas l'inverse».

Manque de contrôle des autorités

Le fait que le désir pressant d'enfant de couples occidentaux ait impacté

adoptés au Sri Lanka et près de 2280 en Inde.

Dans les deux pays, des orphelins et des refuges pour les femmes ont activement participé à ces transferts internationaux. Ils ont aidé de futures mères à porter leur enfant et à accoucher en secret, s'occupant en particulier de celles qui étaient menacées de rejet social, que ce soit parce qu'elles étaient pauvres, sans perspective de mariage ou parce qu'elles avaient été violées. Ces institutions se chargeaient souvent de ré-



le processus des adoptions internationales est confirmé par les enquêtes d'Andrea Abraham, mais aussi par d'autres projets de recherche, qui font état de pratiques illégales dans onze pays d'origine entre 1973 et 2002. Les chercheurs ont découvert des indices de trafic d'enfants, de faux papiers, d'absence de consentement des parturientes et de violations systématiques des lois ignorées par des fonctionnaires suisses. Dans ces années-là, quelque 700 bébés ont été

Sarah Ineichen a ouvert le débat sur les adoptions irrégulières. Elle est personnellement concernée: «Je ne sais toujours pas qui est ma mère naturelle.»

Photo Keystone

unir les documents nécessaires et organisaient la transmission des bébés aux adoptants qui, pour la plupart, venaient de pays plus riches.

Le boom des adoptions à l'étranger

À partir de 1973, les évolutions sociales et les changements de lois ont fait que de plus en plus de couples suisses sont partis adopter à l'étranger, car leur désir d'accueillir un enfant pouvait plus facilement y être

comblé. Un acte qui n'était guère remis en question. Voici ce qu'on lit dans un rapport d'experts: «Tout comme pour ce qui concerne la médecine de la reproduction aujourd'hui, la société considérerait que les parents adoptifs avaient, par principe, le droit d'obtenir un enfant». Cet intérêt particulier était légitimé par l'idée qu'il s'agissait là d'un geste charitable.

La Confédération et les cantons doivent à présent assumer leurs responsabilités, déclare Sarah Ineichen: «Ils ont toléré le trafic de bébés pendant des décennies et l'ont même rendu possible», en protégeant trop peu les enfants et leurs familles biologiques contre l'exploitation. Aujourd'hui, toute une génération d'adoptés souffre des conséquences de cela. «Nous attendons des excuses pour le préjudice subi ainsi qu'un soutien ciblé dans la recherche de nos origines.» Pour prouver que des documents ont été falsifiés, il est par exemple nécessaire d'effectuer des tests d'ADN dans les pays d'origine.

Vivre avec des questions en suspens

Découvrir des informations incertaines, floues, voire fausses concernant les premières semaines de sa vie est traumatisant, explique Andrea Abraham. Les personnes concernées doivent vivre avec des lacunes dans leur biographie, ce qui a un impact sur leur identité et leur sentiment d'appartenance. «En Suisse, des milliers d'adultes vivent avec des questions en suspens.»

Le Conseil fédéral veut interdire les adoptions internationales. «C'est le seul moyen de se prémunir entièrement contre les pratiques abusives», avance le ministre de la justice, Beat Jans. Contrôler les procès dans les pays d'origine, relève-t-il, est extrêmement difficile et coûteux.

Des progrès considérables ont certes déjà été réalisés, notamment grâce à la Convention de la Haye de 2003 sur l'adoption, mais le système a ses limites. Le Conseil fédéral veut concrétiser ses projets d'ici la fin de 2026. Une interdiction pourrait alors entrer en vigueur en 2030 au plus tôt.

Les personnes directement concernées s'opposent vigoureusement au Conseil fédéral. Adopté en Inde à un très jeune âge, le conseiller national PEV Nik Gugger témoigne: «Si je n'avais pas été adopté à l'étranger, je

sibles», relève Stefan Müller-Altermatt, père d'un petit garçon venant d'Arménie et conseiller national centriste, car des documents complets et transparents sont impératifs aujourd'hui.

Les personnes directement concernées refusent d'être stigmatisées. Le message qu'on envoie aux enfants adoptés, disent-elles, est qu'ils ne devraient pas être ici, et à leurs parents, qu'ils ont fait quelque chose de répréhensible. Cela est injuste à leurs yeux, et ne correspond pas à la réalité. Les premières victimes d'une interdiction,



n'aurais sans doute jamais grandi dans une famille aimante». Pour éviter une interdiction générale, il a lancé une pétition et rassemblé plus de 10'000 signatures en un mois. Avec la Convention de la Haye, des règles de protection efficaces ont déjà été introduites, note Nik Gugger, qui précise toutefois que la Suisse devrait poser des exigences élevées aux pays d'origine et garantir un accompagnement compétent. «Les pratiques d'autrefois ne sont plus pos-

Nik Gugger est opposé à des restrictions trop strictes. Né en Inde et adopté par des parents suisses, il parle d'une chance: grâce à l'adoption, il a «grandi dans une famille aimante».

Photo Keystone

avertissent-elles, seraient les orphelins et les enfants abandonnés.

Pour les Suisses de l'étranger, la réforme ne changerait rien. «Ils pourront continuer à adopter des enfants conformément aux règles du pays où ils vivent», indique Joëlle Schickel-Küng, de l'Office fédéral de la justice. Une adoption à l'étranger est en principe reconnue en Suisse si elle s'est faite dans le pays de résidence de l'adoptant.

La puissance de l'automobile

De l'interdiction de la voiture à la fièvre des tout-terrains

Jusqu'en 1925, les Grisons sont restés obstinément fermés aux voitures. 100 ans plus tard, ce canton montagneux bat des records en matière de densité automobile et d'infrastructures routières.

Petit tour de l'histoire grisonne de l'automobile.

JÜRIG STEINER

Les «activistes du climat» d'aujourd'hui pourraient s'inspirer de l'opposition grisonne aux automobiles au début du XX^e siècle: radicale dans ses arguments, elle était tout de même capable de rassembler une majorité politique.

«Veux-tu, peuple grison, ouvrir tout grand tes routes aux arrogants qui, demain, vrombiront sous ton nez dans leurs véhicules automobiles?» C'est sur ce ton très «lutte des classes» que les adversaires de la voiture la démolissaient sur les affiches publiques. Vingt ans plus tard, l'automobile dont le premier exemplaire fut breveté par Carl Benz en 1886 en Allemagne n'était à leurs yeux qu'un «tacot nauséabond» et un «jouet à la mode», mais surtout «un véhicule de crâneur». Si l'on ne s'y opposait pas, les riches de la ville étoufferaient les paysans travaillant dur sous des nuages de poussière et de gaz d'échappement dans les vastes vallées des Grisons.

Cette détestation de la voiture a duré exceptionnellement longtemps et fait des Grisons un cas particulier: rouler en automobile fut interdit dans tout le canton entre 1900 et 1925, plus longtemps que nulle part ailleurs en Europe.

Un monstre pétaradant

C'est le gouvernement cantonal lui-même qui appuya sur la pédale pour bannir la voiture dans les Grisons. Prenant au sérieux l'inquiétude de la population face au danger des véhicules de sport et de luxe sillonnant l'Engadine, celui-ci interdit l'automobile en 1900. Les cochers, notamment, craignaient qu'au détour d'un lacet routier de leur canton montagneux, leurs chevaux s'affolent en voyant surgir un monstre pétaradant conduit

par un étranger et s'abîment dans le précipice avec calèche et passagers.

Dans le reste de la Suisse, la voiture gagna rapidement du terrain, et le gouvernement de Coire lui-même se mit à craindre, peu après l'entrée en vigueur de son interdiction, que celle-ci puisse avoir des conséquences économiques fâcheuses. Mais les citoyens grisons – les hommes, puisque les femmes n'avaient pas encore le droit de vote – refusèrent obstinément ce progrès forcé. La levée de l'interdiction de l'automobile échoua dans neuf votations populaires suc-

cessives, et l'on assista alors à de drôles de scènes sur les routes grisonnes, comme des camions de livraison se faisant tirer par des chevaux à partir de la frontière cantonale pour obéir à la loi.

Les riches de la ville étoufferaient les paysans travaillant dur sous des nuages de poussière et de gaz d'échappement dans les vastes vallées des Grisons.

Argument des partisans de l'interdiction des voitures

Plus de voitures que de ménages

Dès le lendemain, des voitures cahotaient librement sur les routes grisonnes. De temps à autre, des clous furent encore semés sur la chaussée pour contrer l'invasion roulante de la modernité. Et la police grisonne fit preuve d'un zèle impitoyable pour punir ceux qui dépassaient les limites de vitesse (12 km/h dans les localités et 40 km/h en dehors), comme l'écrit l'auteur bernois Balts Nill dans un texte que les éditions Lokwort viennent de rééditer sous le titre «GR!» pour le 100^e anniversaire de la levée de l'interdiction.

Avec le recul, on pourrait dire que juin 1925 a été le point de départ de l'incomparable marche en avant de l'automobile dans ce canton aux 150 vallées, qui est le plus grand de la Suisse. À la fin de 1925, 136 voitures particulières y étaient immatriculées. Il y en a 126'000 aujourd'hui.

Les Grisons occupent le haut du podium dans nombre de statistiques relatives à la mobilité: le taux de motorisation y est supérieur à la moyenne nationale, et l'on y compte nettement plus de voitures que de ménages. De récents relevés de l'Office fédéral de la statistique par canton montrent que les habitants des Grisons ont tendance à acheter des voitures plutôt lourdes et chères. Et dans nul autre canton la part des tout-terrains n'est aussi importante qu'aux Grisons.

L'expérience exotique des routes de col

L'historien grison Simon Bundi est passionné d'histoire automobile. Il est conservateur au musée de l'auto-



Plus haut, plus grand, plus rapide, plus beau? À la recherche des records suisses qui sortent de l'ordinaire.

Aujourd'hui: coup d'œil sur un canton qui, même en comparaison internationale, détient le record du temps pendant lequel les voitures ont été interdites sur les routes.



mobile d'Emil Frey Classics à Safenwil (AG) et a dirigé le projet de recherche consacré aux 100 ans de la motorisation dans les Grisons, dont les résultats viennent d'être publiés dans un livre.

Il existe plusieurs raisons au fait que la voiture ait été interdite aussi longtemps dans les Grisons, explique-t-il à la «Revue Suisse». L'une d'entre elles est que les Grisons sont le canton le moins densément peuplé de la Suisse, tout en ayant un réseau de transports très ramifié. On redoutait donc que le coûteux entretien des routes soit à la charge d'un petit nombre d'habitants, et trop lourd à supporter pour les régions périphériques du canton.

De plus, presque simultanément à l'apparition de la voiture, les Grisons s'étaient lancés dans l'onéreuse aventure de la desserte du canton par les Chemins de fer rhétiques, qui voyaient la voiture comme une rivale dans le transport des marchandises.

La réalité grisonne avant 1925: en raison de l'interdiction de la voiture, les camions de livraison devaient se faire tirer par des chevaux à partir de la frontière cantonale. Photo MAD

C'est la raison pour laquelle le canton continua, même après 1925, de défendre aux camions d'accéder aux vallées possédant des liaisons ferroviaires.

C'est la Confédération qui desserra durablement le frein à l'automobile dans les Grisons. En 1934, le

Conseil fédéral et le Parlement décidèrent de coordonner la construction des routes alpines au niveau national et d'accorder aux cantons de montagne un soutien financier substantiel. Les Grisons, qui s'étaient battus pour cet engagement fédéral, lancèrent alors une multitude de pro-

Plus tard, l'euphorie automobile: une caravane de cars postaux devant l'entrée du tunnel du San Bernardino, lors de son inauguration en 1967. Photo MAD





À gauche: le ton employé dans le combat contre l'automobile reprenait parfois celui de la lutte des classes.

Photo MAD

À droite: vue aérienne de la construction du contournement de Küblis. Le canton des Grisons est connu comme le pays des déviations.

Photo MAD

grammes de construction de routes. Ils se lancèrent dare-dare dans la course à l'automobile.

En 1929 déjà, une semaine internationale de l'automobile fut organisée en Haute-Engadine, qui attira 10'000 visiteurs. Dès 1934, le canton déblaya la route du col du Julier en hiver, ouvrant ainsi la toute première traversée hivernale des Alpes et faisant du parcours en voiture à travers les gorges enneigées une expérience touristique unique en son genre. Quand le tourisme de masse se développa, après 1945, et que les gens se mirent à aller en vacances de ski avec leur propre véhicule, le canton des Grisons, ancien ennemi de la voiture, était prêt.

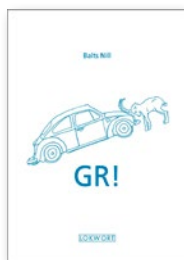
Le pays des déviations

En 1958, le deuxième tronçon autoroutier de Suisse vit le jour entre Trimmis et Landquart, dans la vallée du Rhin, et le 1er décembre 1967, le premier tunnel routier sous les Alpes fut inauguré entre Hinterrhein et San Bernardino, 13 ans avant le Gothard. Les recherches de Simon Bundi montrent que le côté pionnier de ces infrastructures routières fut même célébré sur des cartes postales et conféra aux Grisons l'image d'un lieu propice à la mobilité automobile.

Le développement économique fulgurant des Grisons en tant que destination touristique aurait été impossible sans l'attention portée à la



Simon Bundi, Isabelle Fehlmann, Flurina Graf, Christoph Maria Merki, Kurt Möser: Das Jahrhundert des Automobils. Graubünden 1925 bis 2025. Institut für Kulturforschung Graubünden. 2025, éd. AS Verlag, Zurich.



Balts Nill: GR! 2025, éd. Lokwort, Berne, 24 pages. À propos des «tacots nauséabonds» et des «jouets à la mode». Une leçon de démocratie suisse.



voiture. Cependant, l'augmentation du trafic routier fit advenir, dans une certaine mesure, ce que les adversaires de la voiture redoutaient au début du XX^e siècle: les lieux de transit, dans les vallées, se mirent à souffrir des embouteillages, de la pollution, du bruit et du risque d'accidents. Le canton réagit, et continue de le faire, en construisant de nouvelles routes pour contourner le centre des villages. «Les Grisons sont le pays des déviations, relève Simon Bundi. Aucun autre canton ne compte autant de ces contournements, souvent chers, qui servent à amener les touristes plus rapidement à destination.»

Une chose n'a pas changé par rapport à l'époque où la voiture était proscrite: une grande partie du trafic toujours croissant dans les Grisons vient de l'extérieur. Dans les villes de Suisse, la voiture est sous pression; à Berne ou à Zurich, seule la moitié au maximum des ménages possèdent encore une voiture. Celle-ci reste le moyen de transport privilégié pour se rendre en montagne. Les dimanches d'hiver ensoleillés, les bouchons sur l'autoroute à la hauteur de Landquart sont devenus la norme ces dernières années.

La «Revue Suisse», magazine des Suisses-ses de l'étranger, paraît pour la 50^e année cinq fois par an en français, allemand, anglais et espagnol, en 13 éditions régionales, et avec un tirage total de 469 000 exemplaires, dont 299 000 électroniques.

Toute personne immatriculée auprès d'une représentation suisse reçoit gratuitement le magazine. Les personnes non enregistrées auprès d'une représentation suisse en tant que Suisses-ses de l'étranger peuvent s'abonner (prix de l'abonnement annuel: CHF 30.– en Suisse / CHF 50.– à l'étranger).

ÉDITION EN LIGNE
www.revue.ch

DIRECTION ÉDITORIALE
Marc Lettau, rédacteur en chef (MUL),
Stéphane Herzog (SH), Theodora Peter
(TP), Susanne Wenger (SWE), Amandine
Madziel, représentante DFAE (AM)

PAGES D'INFORMATIONS OFFICIELLES DU DFAE
La rubrique «Nouvelles du Palais fédéral» est publiée sous la responsabilité de la Direction Consulaire, Innovation et Partenariats, Effingerstrasse 27, 3003 Berne, Suisse.
kdip@eda.admin.ch | www.eda.admin.ch

GESTION PUBLICITAIRE
Airpage AG, Uster/Zurich,
furrer@airpage.ch | www.airpage.ch

La responsabilité du contenu des annonces et annexes publicitaires incombe aux seuls annonceurs. Ces contenus ne reflètent pas nécessairement l'opinion de la rédaction ni celle de l'organisation éditrice.

ASSISTANTE DE RÉDACTION
Nema Bliggenstorfer (NB)

TRADUCTION
SwissGlobal Language Services AG,
Baden

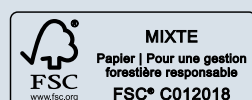
DESIGN
Joseph Haas, Zurich

IMPRESSION
Vogt-Schild Druck AG, Derendingen

ÉDITION
La «Revue Suisse» est éditée par l'Organisation des Suisses de l'Étranger.
Adresse postale de l'édition et de la rédaction: Organisation des Suisses de l'Étranger, Alpenstrasse 26, 3006 Berne.
revue@swisscommunity.org
Tél. +41 31 356 61 10
Coordonnées bancaires:
CH97 0079 0016 1294 4609 8 / KBBECH22

CLÔTURE DE RÉDACTION DE LA PRÉSENTE ÉDITION: 13 août 2025

CHANGEMENT D'ADRESSE
Veuillez communiquer tout changement à votre ambassade ou à votre consulat, la rédaction n'ayant pas accès à vos données administratives.



Au pays des canards chauffards

52

Dans nombre de quartiers résidentiels suisses, la vitesse est limitée à 30 km/h. Souvent, des radars veillent au respect de cette limite. C'est pourquoi l'on sait ceci: dans la commune de Köniz (BE), le 13 avril 2025, un chauffard a été flashé à 52 km/h. C'était... un canard, un mâle de l'espèce *Anas platyrhynchos*. Ce qui intrigue la police locale, c'est que la route en question paraît particulièrement appréciée des canards chauffards, car au même endroit et sept ans plus tôt jour pour jour, un canard avait déjà été flashé, lui aussi à 52 km/h. Source: commune de Köniz BE



657'291

Tandis que les canards foncent en général en solitaire, les meilleures footballeuses d'Europe ont foncé sur la pelouse devant un public incroyablement fourni: 657'291 spectatrices et spectateurs ont été comptabilisés en juillet à l'Euro féminin 2025 de l'UEFA, qui s'est tenu en Suisse. C'est un nouveau record. À cela s'ajoutent les 450 millions de personnes qui ont suivi les matchs à la télé. Ils ont vu 106 buts marqués, mais seulement trois cartons rouges distribués: l'Euro restera en mémoire comme une fête populaire joyeuse, avec de beaux matchs et un public pacifique. Voir conseil de lecture en p. 27

21

Les femmes suisses – pas seulement celles qui jouent au foot – deviennent autonomes plus jeunes que les hommes. L'indice de ce constat? Elles quittent la maison de leurs parents plus tôt. Les jeunes femmes s'envolent du nid parental à 21 ans en moyenne. Les jeunes hommes, quant à eux, profitent des bons soins de leurs parents jusqu'à 22,6 ans. À quel âge au plus tard devrait-on quitter ses parents? À 29 ans, estiment les Suisses. Sauf dans le sud du pays: à 32 ans, pensent les Tessinois. Source: sondage Yougov, avril 2025

57

Et après? Une fois installées dans leur propre logement ou colocation, les jeunes femmes se débrouillent plus rapidement toutes seules dans les domaines pratiques. Ainsi, les jeunes hommes sont plus de deux fois plus nombreux à faire laver et repasser leur linge par leurs parents. Financièrement aussi, ils restent dépendants plus longtemps: 57 % des jeunes femmes renoncent complètement au soutien financier de leurs parents, contre seulement 45 % des hommes. Source: sondage Yougov, avril 2025



Faut-il taxer les ultra-riches pour la protection du climat?

En Suisse, les personnes qui héritent de plus de 50 millions de francs devront-elles payer des impôts pour la protection du climat? C'est ce qu'exige la JS Suisse avec son «initiative pour l'avenir», qui sera mise en votation populaire le 30 novembre 2025. Ce projet polarise l'opinion.

THEODORA PETER

«Les ultra-riches détruisent notre avenir avec leurs jets privés, leurs super-yachts et leurs investissements de plusieurs milliards nuisibles au climat. En quelques heures, ils émettent plus de CO₂ que nous pendant notre vie entière», écrit la Jeunesse socialiste (JS). Au printemps 2024, la section jeune du PS Suisse a déposé l'initiative populaire «Pour une politique climatique sociale financée de manière juste fiscalement (initiative pour l'avenir)», dans laquelle elle exige un impôt spécial pour les plus riches, avec pour devise «Make the rich pay for climate change», autrement dit «Faire payer l'addition du changement climatique aux riches».

Sont visés les héritages et les donations de plus de 50 millions de francs. Qui hérite de moins resterait épargné. Tout ce qui dépasse ce plafond d'exonération, en revanche, serait taxé à 50 %: la moitié de la part héritée reviendrait ainsi à l'État. D'après les initiateurs, la hausse des recettes fiscales pourrait ainsi atteindre six milliards par an. Cet argent serait utilisé «pour lutter contre la crise climatique de manière socialement juste» et «permettre la transformation de l'ensemble de l'économie», déclare le texte de l'initiative.

Pour ce faire, des investissements de plusieurs milliards sont nécessaires ces prochaines années, déclare la présidente de la JS Suisse, Mirjam Hostetmann: «Sans une contribution équitable des ultra-riches, toute la population devra passer à la caisse à la fin.»

Des entrepreneurs menacent de s'en aller

D'après une étude de l'université de Saint-Gall, l'initiative concerne quelque



2900 contribuables en Suisse. Ensemble, ces derniers détiennent près de 560 milliards de francs, ce qui correspond à 20 % de la fortune totale imposable en Suisse. Les auteurs de l'étude relèvent qu'une partie de ces «personnes très fortunées» pourraient quitter la Suisse pour échapper à cet impôt. Dans ce cas, les caisses de l'État récolteraient nettement moins d'argent – un milliard de francs de plus par an au maximum.

Chez les personnes concernées, l'initiative déclenche parfois de vives réactions. L'entrepreneur Peter Spuhler, qui fait partie des Suisses les plus riches, avec une fortune estimée à quatre milliards de francs, parle d'un «projet d'expropriation». Dans un entretien accordé à un journal, le patron de l'entreprise de construction de matériel roulant ferroviaire Stadler Rail a même menacé de s'expatrier, par exemple en Autriche, où l'impôt sur les successions n'existe pas. En

Les auteurs de l'initiative l'ont présentée en 2022 à un endroit qui symbolise, à leurs yeux, les problèmes environnementaux à résoudre: dans le lit de la rivière Emme, presque asséchée.
Photo Keystone

Suisse, ses descendants devraient, en cas d'héritage, verser plus de 1,5 milliard de francs à l'État si l'initiative était acceptée. Pour Peter Spuhler, c'est une aberration: «Ma fortune ne dort pas sur un compte en banque: je l'investis presque à 100 % dans mes entreprises et plusieurs petites sociétés.» Pour payer ces impôts, alerte l'entrepreneur, ces sociétés devraient être vendues, dans le pire des cas à des investisseurs étrangers. Pour les initiateurs, ces craintes sont infondées: les entreprises pourraient payer leur dette fiscale de manière échelonnée ou emprunter de l'argent pour ce faire, note la présidente de la JS.

L'économiste Volker Grossmann, professeur à l'Université de Fribourg, considère lui aussi que cette nouvelle dette ne poserait pas de problèmes aux entreprises familiales, dans la mesure où elles se portent bien. «On exagère énormément l'impact que cela aurait sur l'économie», a-t-il dé-

claré au quotidien «Blick». Les impôts ne sont pas le seul critère d'attractivité de la place économique suisse, qui offre bien d'autres avantages, relève-t-il. Pour Volker Grossmann, l'impôt successoral est «le moins injuste», car les héritiers n'ont rien fait pour acquérir leur fortune, ils ont simplement eu la chance de naître dans une famille riche.

Deuxième essai après 2015

Le Conseil fédéral et la majorité bourgeoise du Parlement rejettent cette initiative «radicale» qui, selon eux, risque de dissuader les personnes fortunées de rester ou de s'installer en Suisse. Les riches, soulignent-ils, contribuent en outre aujourd'hui déjà de manière significative aux finances publiques grâce à l'impôt sur la fortune. 1 % des contribuables paient près de 40 % de l'impôt fédéral direct, ce qui équivaut à plus de cinq milliards de francs. Seuls le PS et les Verts soutiennent le projet, en arguant que la répartition des richesses est de plus en plus inégale en Suisse. Compte tenu des rapports de force politiques, un succès de l'initiative dans les urnes ferait sensation. Dans un sondage réalisé par le journal gratuit «20 Minutes» en août 2024, 58 % des citoyens la rejetteraient. À la clôture de la rédaction de la «Revue», aucun nouveau sondage n'avait été réalisé.

Il y a dix ans, une initiative de la gauche visant à introduire un impôt successoral à l'échelle fédérale avait été rejetée par 71 % des votants. À l'époque, l'idée était de taxer à 20 % les héritages dès deux millions de francs, et ce, au profit de l'AVS. Le nouveau projet se concentre à présent sur les «ultra-riches».

Patchwork cantonal

Au niveau cantonal, l'impôt sur les successions existe déjà, mais il n'est pas

2900 contribuables seraient touchés par l'initiative. **Ensemble, ils détiennent près de 560 milliards de francs, soit 20 % de la fortune totale imposable en Suisse.**

réglementé de façon uniforme. Schwytz et Obwald, par exemple, y renoncent complètement. Dans les autres cantons, les époux et les descendants directs sont généralement exonérés de l'impôt sur les successions et les donations. Les barèmes de taxation sont également très variables, allant de 0 à 49 % selon les cantons.

Dans les pays voisins aussi, les régimes sont très divers: l'Allemagne prélève un impôt successoral progressif tout en accordant nombre d'exceptions, par exemple pour les patrimoines d'entreprises. En Autriche, l'impôt sur les successions a

La présidente de la JS, Mirjam Hostetmann, avance que pour relever le défi climatique, «la contribution équitable des ultra-riches» est nécessaire.

Un des visages connus parmi les adversaires de l'initiative: Peter Spuhler, dont le matériel roulant ferroviaire jouit d'une réputation mondiale, menace de quitter la Suisse.

Photos Keystone

été aboli à l'échelle nationale en 2008. En Italie, le taux de taxation est relativement bas, puisqu'il s'élève à 4 %, et le pays attire les nouveaux arrivants fortunés par des allègements. C'est en France qu'hériter coûte le plus cher: là, le fisc encaisse jusqu'à 45 % selon le montant de la succession. Une personne qui, par exemple, hérite de 100 millions d'euros, doit verser 45 millions à l'État français. C'est nettement plus que ce qu'exige l'initiative de la JS en Suisse. Pour la même fortune, la dette fiscale s'élèverait ici à 25 millions de francs après déduction de l'abattement.

Les initiants veulent éviter que les riches contournent l'impôt successoral avant même son entrée en vigueur en s'exilant à l'étranger: l'initiative prévoit donc une sorte de clause rétroactive, qui fait débat sur le plan juridique. Le Conseil fédéral a déjà indiqué que cette exigence ne pourrait pas être appliquée à la lettre.

En arrivera-t-on là? Le peuple en décidera le 30 novembre 2025.





La Suisse vote sur un service citoyen pour toutes et tous

Aujourd'hui, tous les jeunes hommes suisses doivent accomplir un service militaire ou civil. Une initiative veut étendre cette obligation à l'ensemble de la population sous la forme d'un «service citoyen» d'utilité publique.

THEODORA PETER

Dans un monde qui ploie sous les crises et les catastrophes, l'ensemble des citoyens suisses devraient assumer des tâches sociales: tel est le credo des auteurs de l'initiative «Pour une Suisse qui s'engage (initiative service citoyen)». Ce projet est porté par un comité hors parti, favorable à un «système de milice tourné vers l'avenir». Les initiants veulent élargir la définition du service militaire obligatoire inscrit dans la Constitution comme suit: «Toute personne de nationalité suisse accomplit un service au bénéfice de la collectivité et de l'environnement». Le «service citoyen» serait aussi ouvert aux personnes qui vivent en Suisse sans en avoir la nationalité.



Noémie Roten, co-initiatrice de l'initiative service citoyen. Photo Keystone

Le service citoyen pourrait être accompli sous la forme d'un service militaire classique ou d'un «service de milice» équivalent, à savoir des missions pour la prévention des catastrophes, la sécurité alimentaire ou l'aide à la personne. Aujourd'hui, ces tâches sont prises en charge par les civilistes, par des volontaires ou par des proches aidants.

«Nous voulons renforcer l'engagement de la société civile», explique la directrice de la campagne, Noémie Roten (36 ans). Ce qui s'accompagnerait d'une meilleure reconnaissance

du travail bénévole. «Les jeunes femmes ne voient pas pourquoi elles devraient effectuer un stage non payé dans une institution sociale tandis que les hommes faisant leur service civil reçoivent pour cela une compensation de l'État.» Avec un service de milice, les femmes et les hommes seraient à égalité, y compris en ce qui concerne la rémunération.

Rejet de la gauche et de la droite

Au Parlement, l'initiative récolte peu d'approbation. Seuls les Vert'libéraux la soutiennent. La gauche, en revanche, n'y voit pas un projet en faveur de l'égalité et critique le fait que les femmes seraient contraintes à un «service obligatoire général». Un service citoyen ordonné par l'État, dit la gauche, n'est pas la bonne méthode pour renforcer l'engagement social.

Les politiciens de droite rejettent quant à eux l'initiative parce qu'ils redoutent un affaiblissement de l'armée. «Nous ne sommes pas des antimilitaristes», rétorque Noémie Roten, qui, après sa maturité, a accompli un service militaire en conduisant des camions de l'armée. Pour elle, nombre de jeunes restent enthousiastes à l'idée d'accomplir un service militaire classique. Le texte de l'initiative, dit-elle, garantit en outre l'effectif réglementaire de l'armée et de la protection civile. «Pour renforcer la sécurité, une interaction entre l'armée et la population civile est nécessaire». Un service de milice rassemblerait des jeunes venant de différentes régions et divers contextes. Noémie Roten est persuadée que cela renforcerait «la solidarité, la responsabilité et la cohésion au-delà des barrières linguistiques et sociales».

Les initiants pensent pouvoir convaincre le peuple et les cantons

du bien-fondé de leur projet le 30 novembre. Ils puisent de l'optimisme dans les analyses de l'EPFZ, qui réalise chaque année une enquête sur le sentiment de sécurité au sein de la population. En 2025, deux tiers des sondés se sont déclarés favorables à l'introduction d'un service citoyen général obligatoire pour toutes et tous ainsi qu'à un modèle accordant le libre choix entre service militaire, civil ou social.

À la clôture de la rédaction de ce numéro, aucun nouveau sondage n'avait encore été réalisé en vue de la votation. Face au large front de l'opposition, le comité d'initiative, qui dispose de peu de moyens, se trouve à l'aube d'une campagne difficile.

La rétrospective des votations populaires du 28 septembre 2025 sera publiée dans le prochain numéro de la «Revue».

Aperçu des votations du 30 novembre

Service citoyen: l'initiative «Pour une Suisse qui s'engage» exige que l'ensemble des citoyennes et citoyens accomplissent un service au bénéfice de la collectivité et de l'environnement, que ce soit dans l'armée ou dans un domaine civil (voir texte principal).

Impôt national sur les successions: l'initiative «Pour une politique climatique sociale financée de manière juste fiscalement» veut taxer à 50 % les héritages et donations à partir de 50 millions de francs. L'argent servira à financer la protection climatique (voir pp. 20-21).

Nouveaux avions de combat: qu'est-ce qu'un prix fixe?

Pendant longtemps, le Conseil fédéral partait du principe qu'il pourrait acquérir de nouveaux avions de combat aux États-Unis à un prix fixe. C'est aussi ce qu'il avait promis au peuple. Mais les F-35 qu'il a commandés risquent d'entraîner un surcoût de plus d'un milliard de francs.

CHRISTOF FORSTER

À la mi-août, il est devenu évident que l'achat des nouveaux avions de combat ferait plus de bruit que souhaité par le département de la défense (DDPS). La Suisse n'a pas réussi à obtenir des États-Unis de prix fixe pour le F-35, a déclaré le conseiller fédéral Martin Pfister le 13 août 2025 devant les médias. Il a indiqué qu'au cours de l'entretien téléphonique qu'il avait eu avec le ministre de la défense américain Pete Hegseth, ce dernier s'était montré très amical, mais aussi très clair dans ses propos: la position des États-Unis ne changerait pas. Cela signifie que les 36 avions coûteront entre 650 millions et 1,3 milliard de francs de plus, selon l'état actuel des choses.

L'annonce a déclenché précisément ce qu'on voulait éviter, à savoir un nouveau débat sur la pertinence de l'achat des F-35. Un débat qui s'accompagne d'une critique de fond de la part de la gauche du Parlement, pour qui le peuple a été «trompé».

Comme un fil rouge

La question du «prix fixe» a traversé tout le processus d'acquisition comme un fil rouge. Pendant des années, la prédecesseur de Martin Pfister, Viola Amherd, avait répété comme un mantra que le F-35 ne coûterait pas plus de 6 milliards et que la Suisse bénéficierait de prix fixes pour cet achat, inflation comprise.

Régulièrement, des doutes avaient émergé, et des journalistes, remis le prix fixe en cause. En 2022, le Contrôle des finances (CDF) avertissait que le prix supposément fixe n'était pas garanti. Cela lui avait valu une verte réprimande du DDPS, qui lui avait reproché de mettre en péril les intérêts de la Confédération. Les anciens responsables du CDF s'agacent aujourd'hui de la légèreté avec laquelle le DDPS avait alors écarté les critiques des juristes. La Suisse aurait pu continuer à négocier pour éliminer les flous juridiques, avancent-ils, car à ce moment-là, le contrat n'était pas encore signé.

Un peu plus tard, l'ambassade américaine en Suisse confirmait que l'achat des F-35 contenait des prix fixes. Pour clarifier la question, le DDPS commandait des expertises, dont l'une au cabinet d'avocats américain Arnold & Porter. Celui-ci estimait que le risque d'une augmentation des prix était minime, notant que dans les courriers échangés entre les gouvernements des deux pays, il était explicitement question de prix fixes, comprenant l'inflation. Il fallait que des circonstances particulières soient réunies pour que Washington puisse s'en écarter. Un danger qu'Arnold & Porter considérait comme faible, vu que



les avions de combat étaient désormais au point et que les exigences de la Suisse concernant leur équipement n'avaient pas changé. Sur la base de cette évaluation, le DDPS avait de bonnes raisons de ne pas douter de la fixité du prix.

Crédit supplémentaire ou réduction du nombre d'avions

L'expertise avertissait néanmoins que le droit américain prévoyait la possibilité de répercuter le surcoût sur la Suisse. Dans un tel cas, notaient les avocats, il n'était pas certain que le gouvernement suisse puisse obtenir un prix fixe. Car le contrat interdit de porter le litige devant un tribunal arbitral: les différends doivent être résolus par la voie diplomatique. Ce qui a définitivement échoué à présent.

Le Conseil fédéral persiste à vouloir acheter les F-35 malgré le surcoût. D'ici à la fin de novembre, il étudiera différentes options, notamment celle d'acheter moins d'avions pour ne pas dépasser le plafond des 6 milliards de francs. Autre possibilité: demander un crédit supplémentaire au Parlement. Faudra-t-il l'aval du peuple? Martin Pfister indique que la question est en cours d'examen.

Le dernier chapitre de cette histoire se fera sans doute attendre encore un moment.

Un F-35 en pleine ascension. Jusqu'où ses coûts s'envoleront-ils, malgré son «prix fixe»? La question suscite un débat politique houleux en Suisse. Photo Keystone



La pénurie de logements en Suisse attise le débat autour d'Airbnb

En Suisse, les locataires ne trouvent presque plus de logements abordables, car les plates-formes de réservation comme Airbnb ne cessent de grignoter de l'espace locatif. Certaines communes commencent à riposter.

DENISE LACHAT

À Barcelone, des habitants en colère défilent dans la rue avec des banderoles exigeant le départ des touristes; dans les villes suisses, la population exprime sa grogne par des moyens démocratiques de base. En 2023, la ville de Lucerne a accepté une initiative visant à protéger l'espace locatif en réglementant Airbnb. Cinq communes de la région de la Jungfrau lui emboîtent à présent le pas. À Unterseen, Interlaken, Matten, Wilderswil et Bönigen, les signatures requises pour des initiatives similaires ont été récoltées en un temps record, relate Hanspeter Berger, coprésident de la section Bodeli-Jungfrau du PS, qui a lancé le projet. «La question d'Airbnb préoccupe tout le monde: ce n'est pas une exigence de gauche», confirme Jürg Müller-Muralt d'Unterseen, qui a collaboré à ces initiatives. Lors de l'assemblée communale consacrée à ce sujet, la halle polyvalente était pleine à craquer, rapporte-t-il. Du jamais vu.

La raison de l'inquiétude

Ce n'est pas un hasard si le sujet inquiète la population suisse. La tendance est «préoccupante», confirme l'Office fédéral du logement (OFL) dans son dernier rapport. Dans de nombreuses régions suisses, de moins en moins de logements sont vacants pour la location de longue durée. La faute à Airbnb? La plate-forme de location de courte

durée est du moins l'un des facteurs de la pénurie, et elle aggrave la situation. Pour Hanspeter Berger, il est évident qu'«avec une rentabilité jusqu'à quatre fois plus élevée que sur le marché de la location à long terme, le modèle d'affaires d'Airbnb a aujourd'hui des effets délétères: il réduit l'espace locatif pour les locaux et fait grimper les loyers». À ses yeux, il est particulièrement choquant qu'on puisse se faire de l'argent rapide avec le tourisme, alors que les employés de la branche du tourisme, qui gagnent souvent peu, ne peuvent plus se loger près de leur lieu de travail. Que faire? Les cinq initiatives populaires communales veulent rendre le modèle d'affaires d'Airbnb moins attractif en limitant à 90 jours par an la location de courte durée de logements via les plates-formes de réservation. L'idée étant que la location conventionnelle de longue durée redevienne ainsi financièrement intéressante pour les propriétaires.

La règle des 90 jours n'est pas nouvelle: elle existe dans plusieurs villes d'Europe et de Suisse. Le canton de Genève l'a déjà instaurée en 2018, le canton de Vaud en 2022 et, depuis le début de l'année, la ville de Lucerne l'applique elle aussi dans le cadre de l'initiative susmentionnée. L'auteur de cette initiative, le Lucernois David Roth, a hâte que la situation se détende. Il est persuadé qu'au cours des mois et années à venir, des centaines de logements quitteront le marché de la résidence secondaire pour revenir à celui de la résidence principale.

À Lucerne, les touristes du monde entier font partie du quotidien. Mais la ville prend des mesures restrictives pour lutter contre l'essor d'Airbnb. Photo Keystone

Comme aujourd'hui, même de mauvais logements sont rénovés à la va-vite, équipés de lits à étages et loués cher, même un adversaire aussi acharné de la réglementation qu'Urs Kessler se dit favorable à ce type de mesures. La situation actuelle détériore l'image du tourisme suisse, a déclaré l'ancien patron des chemins de fer de la Jungfrau dans une interview.

Les régions de montagne aussi sous pression

Bien sûr, tout le monde n'est pas d'accord. Certains estiment que la règle des 90 jours menace la garantie de la propriété. Les propriétaires de chalets de vacances sont eux aussi aux aguets. Pourtant, ils sont explicitement exclus des initiatives communales de la région de la Jungfrau, par exemple. «Si les propriétaires habitent eux-mêmes leurs chalets ou appartements de vacances, ils ont le droit de louer jusqu'à cinq lits de manière illimitée», explique le président du PS Bördeli-Jungfrau, Hanspeter Berger. Cette forme d'hébergement existe depuis longtemps dans l'Oberland bernois et ne gêne personne. Thomas Egger, directeur du Groupement suisse pour les régions de montagne (SAB), note lui aussi qu'en montagne, la plate-forme Airbnb est «bienvenue lorsqu'elle transforme des lits froids de résidences secondaires en lits chauds». Ce qui est problématique, dit-il, c'est quand on retire durablement des résidences principales du marché de la location.

D'après Thomas Egger, la pénurie locative en montagne est un phénomène relativement récent, découlant directement de la pandémie de coronavirus: «Depuis lors, les régions de montagne attirent bien plus de gens, qui veulent s'installer durablement dans une résidence principale ou temporairement dans une résidence secondaire». Ainsi, relève Thomas Egger, le taux moyen de logements vacants dans les communes touristiques a diminué de moitié en trois ans et s'élève désormais à moins de 1 %. En Suisse, on parle de pénurie lorsque le taux de logements vacants est inférieur à 1 %. Il y a donc bien pénurie depuis longtemps déjà dans bon nombre de localités touristiques. Le directeur du SAB ne s'attend à aucune détente rapide de la situation.

En revanche, Thomas Egger estime qu'Airbnb ne concurrence pas l'hôtellerie. La plate-forme s'adresse généralement à un autre segment de clientèle, dit-il, et amène ainsi des clients supplémentaires. Pour les hôtels aussi, Airbnb est un canal de vente de plus.

L'étendue des mesures et leur contrôle

La Suisse ne restreignant pas la location de logements Airbnb à l'échelle nationale, ce sont les cantons et les com-



munes qui doivent agir. La ville de Berne réglemente les locations de courte durée en vieille ville depuis début 2022. Selon les zones, l'étage supérieur ou les logements à partir du deuxième étage sont réservés aux locataires de longue durée. Unterseen interdit la location de courte durée dans sa zone résidentielle, et Interlaken réglemente l'utilisation des résidences secondaires au moyen des plans de zones. Le SAB recommande lui aussi aux communes de procéder à une analyse de l'espace locatif et d'élaborer une stratégie en matière de logement avant de prendre des mesures adéquates.

La question cruciale est de savoir jusqu'où ces mesures doivent aller. Dans le cas d'Interlaken, relève Hanspeter Berger, elles sont inoffensives si la seule règle qui vaille est une durée de location minimale de deux nuits consécutives, puisque c'est précisément la longueur des séjours de la clientèle Airbnb. Mais il est encore plus crucial de savoir si l'application des mesures est bien contrôlée. Dans le canton de Genève, par exemple, tant le directeur de l'Office du tourisme que le président de l'Asloca genevoise (et membre du Comité de l'OSE) Carlo Sommaruga critiquent le manque de volonté en matière de contrôle. Bien sûr, la commune a besoin de personnel pour aller vérifier si un logement est occupé ou non, relève Carlo Sommaruga. Il exige des contrôles dont le coût serait financé au besoin par des amendes. Mettre en place un système de contrôle n'est cependant pas facile. Certaines communes, comme Lucerne, Davos et Saint-Moritz, obligent désormais les propriétaires de logements Airbnb à s'annoncer auprès de l'office compétent et à publier leur numéro d'identification sur la plate-forme de réservation. Ce qui servira à faciliter les contrôles.

Des boîtiers à clé anonymes au lieu de sonnettes avec des noms: le succès d'Airbnb chasse les locataires de leurs quartiers d'habitation dans de nombreuses villes.

Photo Keystone

L'amer constat «que l'on se survit à soi-même»

Cäsar von Arx (1895-1949) fut le dramaturge suisse le plus connu avant 1945.



Cäsar von Arx
(1895–1949)

CHARLES LINSMAYER

La nouvelle pièce de Cäsar von Arx, «Der heilige Held», est jouée pour la première fois le 5 mars 1936 au Schauspielhaus de Zurich dans une mise en scène de Leopold Lindtberg. Elle raconte un épisode de la fronde des habitants de l'Entlebuch contre la ville de Lucerne en 1478. Le fomenteur des troubles, Peter Amstalden, est promis à l'échafaud, à moins que son beau-père, l'ermite Nicolas de Flue, ne prenne parti pour Lucerne. Ce dernier refuse, et Amstalden est décapité au moment où l'ermite sauve la paix nationale par son message à la Diète de Stans. «Qui veut trouver Dieu doit servir les hommes», dit la pièce, «et qui veut servir les hommes doit chercher Dieu.» Malgré l'accueil favorable de la critique et les louanges de Thomas Mann, selon qui «cette pièce enracinée dans la terre natale, avec sa langue rugueuse, donne à voir le meilleur de la Suisse», la pièce ne sera représentée que trois fois de plus, devant de rares spectateurs. Le public boude-t-il ses «poètes suisses», qui, dans ces années-là, s'illustrent davantage, face à leurs concurrents étrangers, par leurs activités douteuses en coulisses que par leur génie scénique?

L'impasse de la «défense spirituelle du pays»

Il n'en reste pas moins que Cäsar von Arx, né le 23 mai 1895 à Bâle, auteur de l'adaptation de «L'Or ou La merveilleuse histoire du général Johan August Suter» de Cendrars et de la pièce à succès «La trahison de Novare», est le dramaturge suisse le plus célèbre de cette époque. Pourtant, lui aussi se retrouvera dans l'impasse de l'isolement choisi par la Suisse sous le signe de la défense spirituelle du pays. Influencé par Schiller, Shakespeare et Arnold Ott, il ne trouvera jamais sa place parmi l'avant-garde de

sa génération. Son domaine est l'histoire, et l'histoire suisse. En 1932, quand «L'Or» connaît un échec retentissant à Berlin, il s'entête plus que jamais dans cette voie. «Que les juifs arrogants des grandes villes se trouvent une autre plume», écrit-il avec dépit dans une lettre à son père, avant de s'attaquer à trois nouveaux sujets historiques suisses.

«L'homme normal» de cette ère de l'électricité taxerait de fou quiconque déclarerait que le flambeau est aussi précieux que l'ampoule électrique. Mais que fera-t-on si, un jour, le courant qui alimente l'ampoule se tarit? Le porte-flambeau ne redeviendra-t-il pas immédiatement un Prométhée? De quel droit me raille-t-on donc aujourd'hui, ou me traite-t-on comme un fossile parce qu'à l'ère de la technique, je chéris et cultive la connaissance de soi, la culture de l'individu, ce qui rend une personnalité unique? Les gens inclinent à faire de ce qu'ils tiennent pour important le seul dogme menant à la félicité: ils ne respectent plus que l'électricien, et méprisent le porte-flambeau.»

(Extrait de «Die Fackelträger», in: Cäsar von Arx: Werke IV, édité par Reto Caluori, Schwabe Verlag, Bâle 2008)

L'heure de gloire du «Bundesfeierspiel» de 1941

Son heure de gloire arrive en 1941, à Schwytz, quand plus de 100'000 spectateurs assistent à son «Bundesfeierspiel» pour le 650e anniversaire de la Confédération, sans savoir que le texte a été impitoyablement expurgé de la question des réfugiés et de l'antifascisme par le conseiller fédéral Philipp Etter. 1945 est cependant l'année du douloureux réveil. Commentant la pièce de théâtre «Nun singen sie wieder» de Max Frisch, qui connaît alors un vif succès, Cäsar von Arx écrit dans son journal: «Pourquoi est-ce que je ne parviens jamais à écrire quelque chose d'aussi simple et fluide et profond, d'aussi poétique? Moi et mes éternels machins historiques. Il est amer de devoir faire le constat que l'on se survit à soi-même.» Et, de fait, le dramaturge, dont les dernières œuvres seront un drame consacré à Zwingli, «Brüder in Christo», et une pièce commémorative pour le 450e anniversaire de la bataille de Dornach, ne retrouvera jamais son chemin vers le présent. «Sans la formidable confiance de ma femme, il y a bien longtemps que j'aurais abandonné le combat contre moi-même», avoue-t-il en 1947 à Franz Beidler. Quand Gertrud von Arx meurt, le 14 juillet 1949, il se suicide quelques heures plus tard dans son cabinet de travail à Niedererlinsbach. «Nulla crux, nulla corona»: «Nulle croix, nulle couronne», fait-il écrire sur sa tombe. La couronne lui sera restée refusée car il n'avait jamais pu abandonner l'idée d'un drame national suisse.

BIBLIOGRAPHIE: Éditées en quatre volumes par Armin Arnold, les œuvres complètes de Cäsar von Arx sont parues de 1986 à 2008 aux éditions Schwabe à Bâle.

CHARLES LINSMAYER EST SPÉCIALISTE EN LITTÉRATURE ET JOURNALISTE À ZÜRICH

But, but, buuuut!



MARIANNE MEIER & MONIKA HOFMANN:
«DROIT AU BUT.
L'HISTOIRE DU FOOT-
BALL FÉMININ SUISSE».
ÉDITION HIER UND
JETZT. ZÜRICH, 2025.
336 PAGES, 39 FRANCS

rappellent l'historienne Marianne Meier et la chercheuse en études de genre Monika Hofmann dans leur livre.

Parmi ces pionnières figuraient par exemple les sœurs Monika et Silvia Stahel, qui, en 1963, ont fondé la première équipe de football féminine, le FC Goitschel, à Murgenthal, un village d'Argovie. Les succès croissants de ces footballeuses ont aussi fait croître leurs ambitions: elles ne voulaient plus se contenter de donner un spectacle «exotique» lors des tournois de village. Mais elles se sont cassé les dents en demandant à l'Association suisse de football (ASF) de reconnaître officiellement la compétition féminine. Pour amadouer les joueuses déçues, l'ASF leur a proposé une formation d'arbitre. Les Argoviennes auraient préféré jouer elles-mêmes, mais elles ont tout de même saisi cette opportunité pour faire leurs preuves autrement sur un terrain de foot. Les «dames au sifflet» n'arbitraient toutefois que les matchs des juniors.

Le tournant s'est produit en 1970, avec la fondation de la ligue suisse de football féminin, qui a été intégrée à l'ASF 20 ans plus tard. C'est aussi au début des années 1970 que les premiers matchs nationaux ont eu lieu. Parmi les meilleures joueuses de la «Nati» se trouvait Madeleine «Mado» Boll, qui était sous contrat avec le club milanais ACF Gomma Gomma. Cette footballeuse de talent était partie en Italie après avoir été freinée dans ses ambitions en Suisse. Lorsqu'elle était enfant, «Mado» jouait au football avec les juniors (masculins) du FC Sion, et avait même reçu une licence de l'ASF en 1965. Qui lui fut retirée quand l'association remarqua son «erreur». La joueuse n'abandonna pas son rêve, et prépara le terrain pour des milliers de fillettes et de femmes qui, depuis, ont suivi ses traces.

THEODORA PETER

The Young Gods: 40 ans de rock suisse expérimental



THE YOUNG GODS:
«Appear disappear»
Two Gentlemen records,
Lausanne, 2025

The Young Gods, groupe fondé en 1985, sort son treizième album. Dans «Appear Disappear», l'ambiance est rugueuse et appelle à la résistance. Pour un amateur de rock qui écouterait le dernier opus de ce groupe suisse, la furie du disque pourrait faire penser à U2. Mais pas pour le connaisseur qui sait que ce sont plutôt les Suisses qui ont influencé les Irlandais! Né en 1985 à Genève et cofondé par le Fribourgeois Franz Treichler, le groupe des «Gods» a influencé nombre de groupes, dont celui des stars irlandaises citées plus haut, mais aussi David Bowie, ou encore les Allemands de Rammstein.

À la base de leur musique, on trouve un rock sans guitare et une utilisation inventive du sampler, outil qui permet d'enregistrer les sons de n'importe quelle source pour les triturer de toutes les manières possibles. Comme l'ont fait les rappeurs, puis les créateurs de musique électronique. Sorti en juin, «Appear Disappear» se présente comme un opus rock, qui laisse cette fois place à des guitares. Certains morceaux de la discographie des Young Gods sont réservés aux connaisseurs. Mais ce disque reste accessible. Young Gods souhaitait produire un album rugueux. C'est réussi! Cette livraison se nourrit des tensions de notre monde. «Appear Disappear», nom du premier titre, est une cavalcade de batterie, déchirée par des guitares saturées. Ce morceau court laisse place à «Systemized», où Franz Treichler crie «je ne suis pas l'ennemi», dans l'anglais un peu bizarre qui le caractérise.

Il faut se plier à plusieurs écoutes pour apprivoiser «Appear Disappear». Est-ce un disque noir? Dans «Shine That Drone», le texte célèbre la résistance. «Je chante l'histoire d'une foule qui se met à danser et à taper sur le sol pour faire monter la poussière, qui à son tour perturbe les drones», a expliqué le chanteur au journaliste musical Daniel Koch. «Appear Disappear» est donc plus une invite au combat qu'un tableau de l'Apocalypse. Le néophyte peut très bien commencer par écouter cet album, puis découvrir rétrospectivement le trajet des «Gods». Ce chemin plairait sans doute à la bande de Franz Treichler (guitare, chant), Cesare Pizzi (sampling, électronique) et Bernard Trontin (batterie), eux qui considèrent les sons comme un matériau malléable à merci. Et la Suisse dans tout ça? Les exégètes ont vite fait de remarquer qu'un passage du disque – «I spend my time in the brain of the monster» – était une citation. En visite en Suisse en 1964, Che Guevara avait en effet utilisé cette formule pour évoquer la riche Helvétie, terre paisible, riche en banques pas toujours au-delà de tout soupçon – comme l'a dit son ami Jean Ziegler.

STÉPHANE HERZOG

Elisabeth Eidenbenz, une histoire de modestie

Modeste et peu connue du grand public, cette Suissesse de l'étranger a pourtant amené espoir et humanité en temps de guerre.

AMANDINE MADZIEL

À la maternité suisse d'Elne, des vies d'enfants et de femmes de multiples nationalités et confessions, fuyant la dictature de Franco ou, par la suite, fuyant la Gestapo, ont été épargnées. Des femmes espagnoles, juives ou tziganes ont été cachées, malgré les ordres de la Croix Rouge Suisse de respecter les lois raciales de Vichy. On estime à 200 les bébés de confession juive sauvés. Elisabeth Eidenbenz a hébergé et soigné celles que l'on considérait «indésirables». Grâce à son obstination et parfois à sa désobéissance, 600 bébés ont échappé, via la maternité suisse, à une mort certaine.

Son histoire

Née en 1913 à Wila ZH, fille du pasteur Johann Albrecht Eidenbenz et de Marie née Hess, elle était la troisième d'une fratrie de six enfants. Elisabeth suivit une formation d'institutrice. Elle fréquenta l'école des jeunes de Zurich de 1929 à 1933 et l'école d'économie domestique de Neukirch an der Thur en 1934. Elle commença sa carrière d'enseignante dans les quartiers ouvriers de Winterthur et Zurich.

Recrutée en 1938 premièrement comme travailleuse humanitaire par le Service civil international lors de la guerre civile d'Espagne, elle s'occupa ensuite des collaborateurs de la Communauté suisse de travail en faveur des enfants espagnols, connue sous le nom d'Ayuda Suiza, à Burjassot, dans la province de Valence.

En janvier 1939, lors de la conquête de la Catalogne par les Franquistes, elle fut appelée dans le sud de la France pour créer à Brouilla, près de la frontière espagnole, une maison de naissance et de repos pour les femmes réfugiées et leurs enfants. Lorsque celle-ci dut être évacuée à la fin de septembre 1939, Elisabeth Eidenbenz dénicha le château d'en Bardou dans la commune voisine d'Elne. Elle leva les fonds nécessaires et la propriété fut achetée par la Communauté suisse de travail en faveur des



Une image iconique: Elisabeth Eidenbenz avec le petit réfugié espagnol Pablo.

Toutes les photos sont tirées du reportage de Paul Senn dans la «Schweizer Illustrierte Zeitung» du 25 février 1942, © Fondation Gottfried Keller

enfants espagnols. Suite à quelques rénovations, la maternité habilitée ouvrit ses portes.

La maternité suisse d'Elne

La maternité, en activité de novembre-décembre à Pâques 1944, fut un centre d'accueil et de repaire pour les pensionnaires. Ces dernières provenaient principalement des camps alentour de Rivesaltes et Argelès et arrivaient dans un état pitoyable. Le froid, le sable, les poux, la galle, la dysenterie, etc.,

avaient raison de nombreux bébés et enfants dans les camps. Les taux de mortalité étaient affolants et arriver à la maternité représentait une lueur d'espoir pour les pensionnaires. Nombreuses femmes n'avaient pas la possibilité d'emmener avec elles leurs enfants plus âgés et devaient se résigner à les laisser dans les camps. Ces scènes étaient un véritable déchirement et ces séparations un drame inimaginable pour les familles.

Se reposer, être à l'abri du vent et du froid, ainsi que disposer d'une alimentation

en suffisance, représentaient une aide inespérée que ces femmes et enfants trouvaient à la maternité. Ce lieu de refuge offrait aux femmes déracinées et exclues un lieu de paix, un soutien afin qu'elles puissent se concentrer sur leur maternité. Certaines grossesses étaient issues d'un viol et les dégâts psychologiques en découlant rendaient la tâche d'accompagnement encore plus laborieuse.

Beaucoup de femmes arrivaient très affaiblies à la maternité, parfois avec des enfants en bas âge et malades, ce qui rendait la mise en place de l'allaitement très difficile. Dans un élan de solidarité, nombreux furent les bébés allaités par d'autres mères.

Une fois les mères remises sur pied, elles devaient retourner dans les camps. Elisabeth Eidenbenz a cependant aspiré à sortir le plus de femmes et d'enfants possibles de cette situation, en leur trouvant un emploi, soit dans le château, soit dans une autre antenne du Secours suisse.

À Pâques 1944, la Gestapo somma la maternité d'évacuer dans les trois jours et ferma définitivement l'établissement.

Distinctions

Elisabeth Eidenbenz reçut de nombreuses distinctions dont celles de l'État d'Israël de Juste parmi les nations en 2002, la Croix d'or de l'ordre de la Solidarité sociale en 2006 par le gouvernement espagnol, la Creu de Sant Jordi en 2006 par le gouvernement catalan et la Légion d'honneur en 2007 par le gouvernement français.

Elisabeth a dédié toutes ses distinctions à Lucie, une femme juive ayant donné naissance à un enfant mort-né et qui était restée à la maternité afin de donner le sein aux enfants dont les mères n'étaient pas en condition de le faire. Lucie a été arrêtée par la Gestapo en 1943.

La reconnaissance d'Elisabeth Eidenbenz est à ce jour plus modeste en Suisse. Malgré

le fait qu'elle ait soigné et ouvert ses portes à toutes les femmes dans le besoin sans discrimination d'origine ou de confession, son histoire peine à être connue et aucune distinction de son pays ne lui a été décernée, à ce jour.

Durant les dernières années de sa vie, Elisabeth a habité en Autriche avec une amie. En 2008, elle revint vivre à Zürich où elle décéda en 2011.

Le site de la maternité à l'heure actuelle

Le site historique reconverti en musée et classé monument historique en 2013 se trouve malheureusement actuellement en mal de financement. Des rénovations chiffrées à 4 millions d'euros selon Nicolas Garcia, maire d'Elne, seraient à prévoir.

Afin de préserver ce lieu de mémoire et réhabiliter le site, l'aide de la Suisse semble indispensable, souligne Nicolas Garcia.



Un lieu d'accueil important pour les mères dans le besoin: la maternité suisse d'Elne.



Des femmes allaitant à la maternité, et à l'arrière-plan un petit drapeau suisse discret.

Votations fédérales

Le Conseil fédéral décide des objets au moins quatre mois à l'avance.

Lors de sa séance du 25 juin 2025, le Conseil fédéral a décidé de soumettre les objets suivants à la votation populaire du 30 novembre 2025.

- Initiative populaire «Pour une suisse qui s'engage (initiative service citoyen)» (FF 2025 2027)
- Initiative populaire «Pour une politique climatique sociale financée de manière juste fiscalement (initiative pour l'avenir)» (FF 2025 2026)

Vous trouverez toutes les informations sur les objets soumis au vote (brochure explicative, recommandations du Parlement et du Conseil fédéral, etc.) sur www.admin.ch/votations ou dans l'application VoteInfo.



Initiatives populaires

L'initiative populaire suivante a été lancée (délai de récolte des signatures entre parenthèses):

- «Oui à la protection contre les loyers abusifs (initiative sur les loyers) » (3 décembre 2026)

La liste des initiatives populaires en suspens est disponible sur www.bk.admin.ch
 > Droits politiques
 > Initiatives populaires
 > Initiatives en suspens



Un été inoubliable pour la jeunesse suisse de l'étranger

Entre rencontres, nature et aventures, les camps d'été 2025 de l'OSE ont offert aux jeunes de 15 à 18 ans une expérience unique.

Comme chaque année depuis 1934, l'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE) a organisé des camps d'été dans les quatre régions linguistiques du pays. Les participants, venus des quatre coins du monde, ont ainsi pu découvrir la diversité culturelle et géographique de la Suisse. Malgré une météo aussi variée que les activités, l'ambiance est restée au beau fixe.

Julia, venue de France, raconte:

«Cette expérience a été incroyable et j'ai rencontré des gens formidables, que je n'oublierai jamais. Nous avons passé ensemble des moments inoubliables, comme en randonnée, avec des panoramas à couper le souffle. Je garderai toujours ces souvenirs en mémoire.»

José, d'Espagne, ajoute:

«Ce camp suisse était une expérience formidable. Je me suis fait plein d'amis venant des quatre coins du monde et j'ai adoré apprendre des choses sur la culture suisse.»

Béatrice, d'Allemagne, confie:

«Durant la soirée culinaire internationale, nous avons découvert des choses sur les autres cultures, mais aussi sur notre pays d'origine, la Suisse. Le 1er août, nous avons joué au mini-golf, mangé une fondue et passé une dernière soirée inoubliable. C'est génial de créer des liens avec des gens du même âge venus du monde entier, dans des endroits aussi paisibles que la campagne ou aussi animés que Lausanne et Lucerne.»

Mariane, du Brésil conclut:

«Le camp de Sainte-Croix a été la meilleure expérience que j'ai jamais faite en Suisse. Les randonnées, les activités sportives, les discussions avec les nouveaux amis, les feux de camp et les plats que nous avons préparés à la soirée culinaire internationale: ces souvenirs garderont toujours une place particulière dans mon cœur. C'est formidable de rencontrer des jeunes du monde entier, d'avoir la chance de s'en faire des amis et d'apprendre des choses sur leur pays. Tout cela a fait du camp suisse le meilleur de tous les temps!»

Ces camps ont permis à de nombreux jeunes de tisser des liens durables, de renforcer leur lien avec leur pays d'origine et de repartir avec des souvenirs précieux qui les accompagneront toute leur vie. Retrouvez toutes les offres du Service des jeunes sur www.revue.link/camps. Pour toute information complémentaire, le Service des jeunes est à votre disposition.

MARIE BLOCH, RESPONSABLE DU SERVICE DES JEUNES DE L'OSE



Organisation des Suisses de l'étranger
 Alpenstrasse 26
 3006 Berne, Suisse
 Tél. +41 31 356 61 25
community@swisscommunity.org
members.swisscommunity.org



Entre lac et montagne, une visite du château de Meggenhorn à Lucerne. Photo MAD

Swissinfo sous pression: une question de volonté politique

Une tribune libre de Larissa M. Bieler, Swissinfo

Les Suisses de l'étranger devraient-ils avoir plus d'influence au niveau politique? La question a fait l'objet d'un vif débat sur la plateforme «dialogue» de la SSR, où l'on pouvait lire: «Oui, donnez-leur plus de poids. Les personnes ayant vécu dans différents pays sont bien plus malines. Elles comprennent mieux les diverses cultures et la situation actuelle du monde.» Mais aussi: «À mon avis, les gens qui quittent le pays plus d'un an ne devraient plus pouvoir voter avant leur retour.»

En tant que Suisse de l'étranger, vous savez que vos droits politiques divisent l'opinion dans le pays. Il est souvent question d'accusations infondées de «profiteurs», d'aide sociale et du nombre croissant de Suisses de l'étranger, de pouvoir politique et de résultats de votations. Vivre loin de sa patrie et conserver son droit de vote soulève des questions d'appartenance, d'équité et de solidarité. Dans ces débats chargés, la Cinquième Suisse attire de plus en plus l'attention des médias et des politiques.

Couper en deux l'offre à l'étranger

Il est donc d'autant plus important de garantir une couverture médiatique constante et factuelle, non seulement sur, mais aussi pour les Suisses de l'étranger – avec nuance, contextualisation et dans un esprit de dialogue. Cette mission d'information est inscrite dans la loi. Fondé en 1935 sous le nom de «Radio Suisse Internationale», Swissinfo remplit ce rôle sous forme numérique, en dix langues, avec environ 45 millions de visites par an – davantage en période de crise.

Pourquoi est-ce important pour la démocratie? Parce que les Suisses de l'étranger sont souvent touchés différemment par les décisions politiques que leurs compatriotes. Si les rentes pour enfants sont supprimées, les cas de rigueur seront compensés par des prestations complémentaires en Suisse, mais pas à l'étranger. Et lorsque les Suisses de l'étranger votent différemment, cela mérite l'attention du pays.

Mais cette offre à l'étranger, éprouvée et ancrée dans la loi, est sous forte pression po-



Les 830'000 Suisses de l'étranger forment le quatrième plus grand «canton» du pays. Ils ont besoin de médias forts comme Swissinfo ou la «Revue Suisse».

Larissa Margot Bieler, qui dans cet article prend position sur le débat actuel concernant les économies et la réduction des prestations du point de vue de Swissinfo, est directrice de Swissinfo et membre du Comité de direction de la SSR.

litique: dans le cadre de son plan d'allègement budgétaire, le Conseil fédéral prévoit de supprimer complètement les subventions fédérales à l'offre internationale de la SSR dès 2027. Cela reviendrait à réduire de moitié le budget – avec des conséquences pour la couverture médiatique de la Cinquième Suisse, et pour la visibilité et la souveraineté d'une Suisse connectée au monde.

La réalité plutôt que les audiences

Swissinfo est un outil démocratique pour la Suisse. Les histoires d'expatriés font grim-

per les audiences en Suisse, mais elles ne répondent pas au besoin d'information de la communauté. «Cela n'a souvent pas grand-chose à voir avec notre réalité», me confiait récemment une Suissesse de l'étranger. Pour suivre l'actualité politique à distance, il faut du contexte, des analyses et une vue d'ensemble claire du pays. C'est ce qu'offre Swissinfo, là où c'est nécessaire, permettant aux Suisses de l'étranger d'exercer leurs droits politiques en étant informés. Lettres d'information quotidiennes, échanges et mise en réseau au sein d'une communauté ayant ses propres perspectives, préoccupations et besoins: c'est une offre unique; pas un luxe, une nécessité.

Un canton sans médias?

Un canton sans médias serait inconcevable sur le plan démocratique. Avec 830'000 membres, la Cinquième Suisse forme le quatrième «canton» du pays. Même si l'intelligence artificielle offre des possibilités techniques, un bouton de traduction ne suffit pas à rendre compréhensible un journal télévisé pour des personnes vivant à l'étranger depuis des décennies ou qui y sont nées et possèdent un passeport rouge. Swissinfo ne se contente pas de traduire linguistiquement, mais aussi culturellement et politiquement. Cette notion de passerelle disparaît si les contenus ne sont plus expliqués et contextualisés, mais juste techniquement accessibles. Les médias privés ne peuvent pas assumer cette tâche.

La Cinquième Suisse fait partie de la diversité démocratique du pays. Elle a besoin de médias forts comme Swissinfo et la «Revue Suisse» publiée par l'OSE – pas juste en période d'indignation, mais durablement. Ces aspects n'ont pas été suffisamment pris en compte dans le programme d'allègement 2027. Les responsables politiques peuvent

SWI [swissinfo.ch](https://www.swissinfo.ch)



Nouveau succès pour la saison d'été de la FESE



Le mois de juin a été caniculaire en Suisse. Nager dans l'Aar était idéal pour se rafraîchir. Photo Pixofluna

Durant nos dix camps de vacances d'été, nous avons accueilli en tout 356 enfants et adolescents venus de 45 pays. L'été a commencé par une vague de chaleur intense et s'est achevé par de fortes précipitations. Mais sous le soleil ou sous la pluie, l'atmosphère est restée détendue et joyeuse dans tous les camps!

Nos camps de vacances se sont déployés dans toute la Suisse, et les Swiss Trips en particulier – avec leurs voyages de découverte –, ont couvert de nombreux kilomètres à travers le pays. En tout, douze cantons situés dans trois régions linguistiques ont été visités, et un plus grand nombre encore ont été traversés lors des déplacements.

Un moment fort de tous les camps est la soirée internationale, qui met à l'honneur non seulement la Suisse, mais aussi les pays de résidence des participants. Les enfants et les adolescents ont créé des affiches avec des informations passionnantes sur leurs pays et présenté un petit produit culinaire qu'ils avaient emporté avec eux. Sucrés, salés ou piquants, ces encas ont été goûtés par tout le monde avec curiosité et un solide appétit.

Un autre événement marquant a été, comme presque chaque année, la traditionnelle descente de l'Aar en canot pneumatique. Cette course rapide sur l'eau de Thoune à Berne a duré plusieurs heures, plongeant dans l'Aar compris – quand la météo le permettait.

Les nouvelles destinations et les dates des camps d'été de 2026 seront publiées au plus tard en décembre 2025. D'ici là, nous nous réjouissons des deux prochains grands rendez-vous: le camp de vacances d'hiver à Melchsee-Frutt et le Juskila à la Lenk. ISABELLE STEBLER, FESE



Lorsque les rochers sont infranchissables, on emprunte les escaliers: excursion dans l'Oberland bernois. Photo Noah Rüegge



Randonnée «dans le ciel», au-dessus du panorama de l'Oberland bernois. Photo Noah Rüegge



Un premier pas prudent sur les restes de neige en été dans les Alpes. Photo Pixofluna



Qui ne tente rien n'a rien

La Suissesse de l'étranger Sara Alouini a grandi en Tunisie et a décidé de faire un apprentissage en Suisse. Avant son arrivée, elle a contacté educationsuisse afin de clarifier ses possibilités de formation et de se renseigner sur les bourses d'études.

Pendant son apprentissage, elle a également pu obtenir son diplôme de maturité professionnelle, ce qui lui a ouvert les portes des études universitaires dans une haute école spécialisée.



Dans l'édition en ligne actuelle de la Revue Suisse, elle raconte comment s'est déroulé son nouveau départ en Suisse et à quel point son apprentissage d'électronicienne était varié, avec la conception de schémas électriques, la programmation de microcontrôleurs, l'impression 3D et bien d'autres choses encore.

Elle explique aussi pourquoi l'apprentissage était la meilleure décision à prendre et comment son voyage va se poursuivre.

www.revue.link/saraf

Educationsuisse offre aux jeunes Suissesses et Suisses de l'étranger support et conseils autour de la thématique «formation en Suisse».



Educationsuisse
Formation en Suisse
Alpenstrasse 26
3006 Berne, Suisse
+41 31 356 61 04
info@educationsuisse.ch
www.educationsuisse.ch



Rajeuni, représentatif et plein de vigueur

Pendant deux journées du mois d'août, le Conseil des Suisses de l'étranger a investi le Palais fédéral à Berne. Le «Parlement de la Cinquième Suisse» y a pris ses premières décisions et débattu du rôle qu'il entend jouer.

Au cœur du centre politique historique de la Suisse: pour débiter sa nouvelle législature, le Conseil des Suisses de l'étranger (CSE) a pu profiter d'un lieu de réunion très exclusif, le Palais fédéral. Cela souligne le rôle que le «Parlement de la Cinquième Suisse» entend jouer: le CSE se donne pour mission de recueillir les besoins et les préoccupations des Suisses de l'étranger, de les synthétiser et de les porter devant les décideurs politiques à Berne.

La réunion du CSE s'est déroulée sur deux jours, les «SwissCommunity Days». Le 22 août 2025, les membres du Conseil et de nombreux autres personnes intéressées ont participé à des ateliers pour définir la meilleure manière possible pour le CSE d'accomplir son travail et de défendre efficacement ses intérêts dans la politique nationale. Avec ses élus de longue date et ses nouveaux membres, le CSE possède une composition idéale pour assurer un bon transfert des connaissances en son sein.

Lors de son assemblée constituante le 23 août 2025, dans la salle du Conseil national, le nouveau CSE a pris ses premières décisions. À 83 voix contre 3, il a décidé de soutenir l'introduction d'une e-ID contrôlée par l'État. Il estime en effet que cette preuve d'identité électronique est importante pour faciliter le contact des personnes qui vivent à l'étranger avec les autorités suisses. À long terme, l'e-ID simplifiera en outre les processus de vote électronique appropriés. Dans les essais d'e-voting actuellement menés par certains cantons, la voie postale reste importante, car les données d'accès sont encore envoyées par courrier, et arrivent à destination en retard, voire trop tard, selon les régions du monde. L'avis du CSE aura-t-il été entendu? La réponse est tombée le week-end de la votation du 28 septembre, soit bien après la clôture de la rédaction de ce numéro de la «Revue».

Le début de la nouvelle législature du CSE marque aussi l'aboutissement d'une réforme importante. Dans le cadre d'un essai pilote, tous les Suisses de l'étranger dans 13 circonscriptions électorales ont pu élire leurs délégués directement, et par voie électronique. Ainsi, la légitimité des élus est renforcée et le CSE est, par conséquent, plus représentatif qu'auparavant. Pour la première fois, 47 délégués sur 120 ont été élus



Une réunion dans un environnement solennel: le CSE à sa séance du 23 août 2025 dans la salle du Conseil national. Photo OSE

directement, et cela se voit. Avec nombre de nouveaux visages et d'élus visiblement plus jeunes, la culture du CSE paraît déjà changée: en œuvrant à la définition de son rôle, le Conseil n'a pas ménagé le comité de l'OSE avec ses votes très critiques. Le CSE nouvellement élu ne manque pas de vigueur.

Des élections directes à large échelle dans quatre ans

Ce processus de renouveau se poursuivra lors des élections de 2029, a promis le président de l'OSE, Filippo Lombardi. Selon lui, «plus de 90 %» des délégués seront élus par scrutin direct dans quatre ans. Les premiers jalons sont déjà posés. D'après Noel Frei, délégué du CSE et membre influent du groupe de travail mis en place pour les élections directes, la Haute école spécialisée de Berne et le DFAE ont déjà promis leur aide – technique pour la première et administrative pour le second – pour organiser des élections directes à large échelle en 2029. Aux yeux de Noel Frei, ces dernières élections ont été «une grande réussite» sur le plan de la transparence et de la participation. Il relève que le travail d'information du DFAE a été d'une importance cruciale: «C'est la clé du succès d'une élection.» (MUL)

Vous trouverez de nombreuses photos des «SwissCommunity Days» dans l'édition en ligne de cet article. www.revue.ch/fr

1/800 000



La Cinquième Suisse est un puzzle coloré, varié et plurilingue de plus de 800'000 pièces. Aujourd'hui, la pièce est posée par...

... Susanne Mueller, 61 ans, vivant à New York (États-Unis) depuis 1991. Elle travaille dans le domaine du conseil et du coaching et conjugue à la fois conseil aux entreprises et sport.

Que faut-il pour pouvoir dire: ici, je me sens à la maison?

Aujourd'hui, je me sens chez moi là où se trouve mon ordinateur. Je travaille exclusivement en ligne, et je peux le faire partout où j'ai une connexion à Internet. C'est un peu triste de devoir l'avouer, mais c'est la réalité d'aujourd'hui.

Comment et quand montres-tu au quotidien que tu es suisse?

Je le mentionne toujours quand je me présente, car cela amène des sujets de conversation agréables comme les voyages, la randonnée, le ski ou le chocolat. Mais je dis aussi que les femmes, en Suisse, n'ont obtenu le droit de vote qu'en 1971!

Lorsque des ami-e-s souhaitent un menu typiquement suisse: que cuisines-tu?

Une fondue au fromage. J'ai appris à la faire autrement qu'à partir d'un paquet tout prêt, et je me réjouis de constater qu'elle a toujours bon goût.

Te sens-tu parfois étranger-ère quand tu visites la Suisse?

Oui, il m'arrive parfois de devoir demander l'itinéraire dans le bus. Les gens ont du mal à comprendre qu'on ne peut pas tout savoir ou qu'on n'est pas obligé de tout savoir, même si l'on parle le suisse allemand.

Dans quelle langue rêves-tu?

En suisse allemand, mais parfois aussi dans un mélange de langues. Il y a des années, alors que je rentrais de Chine aux États-Unis, j'ai rêvé que je parlais couramment le chinois. Mais quand ma voisine m'a réveillée, j'ai remarqué que ce n'était pas le cas. C'était un peu frustrant.

Comment t'informes-tu sur ce qu'il se passe en Suisse?

Je lis volontiers le «Tages-Anzeiger» en ligne et parfois le «20 minutes». J'aime la chronique de Milena Moser dans le «SonntagsBlick», dans laquelle elle raconte sa vie aux États-Unis et en Suisse. De plus, ma mère est toujours bien informée et me rapporte ce qui est important et intéressant à savoir en Suisse.

Être suisse, c'est...

... porter fièrement un petit drapeau suisse au marathon de New York City. Et emporter un petit drapeau suisse au Kilimandjaro afin de retrouver ma tente dans la nuit.

Lorsque je pense à la Suisse, ...

... je pense au magnifique lac de Thoun, à son eau fraîche et claire dans laquelle je peux nager sans jamais m'arrêter, avec les sommets enneigés à l'arrière-plan.

Plus d'info: www.revue.link/puzzle2

Vos dons à la «Revue Suisse» sont d'une importance croissante

Petits ou grands, les dons de nos lectrices et lecteurs constituent, aujourd'hui déjà, un soutien de taille pour nous. Mais ils vont encore prendre davantage d'importance, car la Confédération a annoncé qu'elle allait réduire de nombreuses subventions, notamment celle accordée à la «Revue Suisse». Il deviendra de plus en plus difficile pour nous d'envoyer gratuitement la «Revue» sur papier. Ensemble, nous allons cependant réussir à assurer l'avenir de la «Revue» et à poursuivre le journalisme indépendant de qualité dont l'équipe de rédaction se porte garante. Soyez solidaires avec la «Revue» et faites un geste.

MARC LETTAU, RÉDACTEUR EN CHEF

Les coordonnées bancaires pour le virement des cotisations d'abonnement à titre volontaire sont les suivantes:

Faire un don par carte de crédit:

www.revue.link/creditrevue



Faire un don avec PayPal:

www.revue.link/revue



Coordonnées pour virement bancaire:

IBAN: CH97 0079 0016 1294 4609 8

Banque:

Banque cantonale bernoise

Bundesplatz 8,

CH-3011 Berne

BIC/SWIFT: KBBECH22

Bénéficiaire:

BCBE Berne, compte

n° 16.129.446.0.98, Organisation des

Suisses de l'étranger, À l'attention de

Monsieur A. Kiskery, Alpenstrasse 26,

CH-3006 Berne

Référence: Support Swiss Review

Contact:

revue@swisscommunity.org

Bourses d'études pour un apprentissage professionnel ou des études universitaires en Suisse

La «Fondation pour les Suisses à l'étranger» gère des fonds destinés au soutien de jeunes Suisses de l'étranger qui désirent poursuivre un apprentissage professionnel ou des études universitaires en Suisse et dont la famille ne dispose pas de moyens suffisants.

Pour plus d'informations et déposer une demande de bourse d'études veuillez contacter:

educationsuisse, Alpenstrasse 26, 3006 Berne, Suisse, Tél. +41(0) 356 61 04; info@educationsuisse.ch

La 5e Suisse: Une banque qui vous accompagne au-delà des frontières

Photo : Getty Images

Saviez-vous que Zürcher Kantonalbank n'impose pas de dépôt minimum aux Suisses et Suissesses de l'étranger, quel que soit le lieu de leur domicile? Silvana Leutwiler, Responsable du marché des Suisses de l'étranger auprès de ZKB, parle des besoins de la «cinquième Suisse» et des défis qui se posent.

Quelles tendances observez-vous dans le cadre de votre activité chez ZKB?

Dans le domaine des services financiers destinés aux Suisses de l'étranger, trois tendances centrales se dessinent:

Premièrement, le conseil personnalisé reste un facteur essentiel car nombre d'expatriés apprécient un suivi individuel dans leur langue maternelle. Zürcher Kantonalbank offre ici un soutien à l'échelle mondiale et transmet le sentiment de se sentir chez soi grâce à des valeurs communes.

Deuxièmement, la sécurité joue un rôle décisif: l'attrait des banques suisses reste fort grâce à la stabilité de l'économie suisse, à la vigueur du franc et à la discrétion, c'est pourquoi de nombreuses personnes conservent leur compte même après un changement de domicile.

Troisièmement, la numérisation a transformé le monde financier: la banque mobile et les canaux numériques permettent d'effectuer des transactions et de communiquer en toute sécurité, partout et à tout moment, et renforcent le lien avec le pays d'origine.

Que recommandez-vous en ce qui concerne les exigences juridiques et réglementaires?

Il est recommandé aux Suisses de l'étranger de s'informer en temps utile auprès de leur banque de la possibilité de conserver leur compte ou d'ouvrir une nouvelle relation commerciale dans leur pays de domicile. Selon le pays, des exigences juridiques ou réglementaires peuvent avoir une incidence sur les opérations bancaires avec une banque helvétique. Parmi les étapes nécessaires, citons la mise à jour des documents bancaires ainsi que des formalités administratives telles que les modifications de contrat, lesquelles nécessitent parfois une signature en Suisse.

Quels aspects fiscaux doivent être pris en compte?

Les expatriés suisses doivent prendre en compte différents aspects fiscaux dans le cadre de la gestion de leurs finances, comme les conventions contre la double imposition, les obligations de déclaration ou l'impôt sur les revenus du capital. En fonction du domicile, des règles spécifiques sur la prévoyance

de vieillesse ou des systèmes fiscaux différents, des cotisations aux assurances sociales et des taxes peuvent entrer en ligne de compte. Afin de remplir correctement ses obligations fiscales en Suisse et à l'étranger, il est recommandé d'examiner de manière approfondie sa situation individuelle et de consulter un service spécialisé.



Silvana Leutwiler, Responsable du marché des Suisses de l'étranger auprès de Zürcher Kantonalbank

Silvana Leutwiler considère que l'une de ses tâches principales consiste à garantir le mandat de prestations de Zürcher Kantonalbank. De ce fait, les Suisses peuvent conserver leur relation bancaire financière en Suisse, quels que soient leur fortune et leur pays de domicile (à l'exception des pays sanctionnés).

Conseils pratiques:

Comment les Suisses de l'étranger peuvent-ils s'assurer que leurs opérations bancaires sont sûres et protégées:

1. Choisissez une banque de confiance en tenant compte de la notation des agences de notation indépendantes et de la réputation.
2. Maintenez un contact régulier avec votre banque.
3. Utilisez des mots de passe sûrs.
4. Surveillez régulièrement vos comptes.
5. Employez des connexions Internet sécurisées.
6. Mettez à jour vos logiciels.
7. Soyez attentifs aux tentatives de phishing.

Au-delà des frontières. Nous restons la banque proche des Suisses de l'étranger.

Vous vous expatriez?

Nous vous accompagnons en mettant notre expertise à votre service.

zkb.ch/suisse-expatries



Sonntags sehen wir die Schweizer Sicht der Dinge.



Jetzt SonntagsZeitung
als E-Paper im Jahresabo
für nur
CHF 79.–

E-Paper verfügbar jeden Sonntag
ab 01:00 Uhr Schweizer Zeit.



SonntagsZeit zum Hinschauen